

Sabordage

Comment la France détruit sa puissance

par Christian Harbulot

Remerciements

A mon épouse Cécile Harbulot, pour ses précieux conseils et sa capacité à me porter la contradiction. Le dialogue est la condition sine qua non pour avancer sans s'enliser dans les idées reçues.

Plan de l'ouvrage

Introduction

Pas de stratégie

Chapitre I : Changer de grille de lecture

Le mal de puissance

Les rapports de force ont muté

Les alliés sont aussi des adversaires

La montée en puissance de la société civile

Chapitre II : Tirer les enseignements du passé

Les parasitages historiques

La lucidité perdue

La piste sans issue de l'indépendance nationale

Le rejet de la solution gaulliste

Chapitre III : Transcender nos préjugés

Le réflexe du repli sur soi

La fausse renaissance du patriotisme

La fragilisation du monde occidental face aux nouvelles puissances

Les Etats-Unis sont-ils encore des alliés à part entière ?

Chapitre IV : Ne plus se soumettre à une pensée dominante

Les écrans de fumée

Les mauvaises réponses

La déconstruction : un procédé impérial anglo-saxon

La voie tracée par l'intelligence économique

Chapitre V : Réinventer l'intérêt de puissance

La nécessité de retrouver une autonomie de pensée

Le besoin vital de ne pas affaiblir notre système de Défense

Le repositionnement du politique comme stratège global

La légitimité du combat économique

Conclusion

Exister

Vae victis¹

¹ Expression latine qui signifie : malheur aux vaincus. Elle est attribuée au chef gaulois Brennos après sa victoire sur Rome vers 390 avant JC.

Introduction

Pas de stratégie

Que va devenir la France ? Au-delà des polémiques stériles sur le déclin français, comment pouvons-nous sortir de cette spirale infernale qui réduit chaque jour un peu plus notre marge de manœuvre dans tous les domaines (diplomatique, militaire, économique, culturel) ? Depuis le milieu du XXe siècle, notre pays régresse lentement mais sûrement. Les points de repère significatifs parlent d'eux-mêmes : la défaite catastrophique de juin 1940 face à l'Allemagne nazie, la perte de l'empire colonial, la diminution de notre influence à Bruxelles par rapport à l'Allemagne, le retrait militaire partiel de l'Afrique de l'Ouest, la réduction de notre potentiel militaire conventionnel, la perte d'influence internationale de nos universités, la problématique non résolue de l'intégration des populations venant du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. A ce panorama géostratégique s'ajoute la dimension économique. L'affaiblissement de notre potentiel industriel et la dégradation de notre commerce extérieur accentue la fragilité du système français qui n'arrive pas à s'extraire d'une crise économique née avec les chocs pétroliers des années 70.

Depuis la dernière élection présidentielle s'élèvent ici et là des voix sur la stratégie à définir pour stabiliser la situation et éventuellement relancer une partie de l'économie. Le pouvoir politique et l'administration sont incapables de se projeter dans l'avenir à l'image du fiasco du séminaire gouvernemental sur la France à l'horizon 2025 qui s'est tenu à la fin de l'été 2013². Le défi était d'autant plus difficile à relever que les élites de ce pays entretiennent une vision aseptisée de notre vécu stratégique, y compris dans ce qu'il a de plus cynique³. De son côté, la population française rejette dans sa grande majorité toute référence à la notion de puissance en dehors du strict cadre de la défense du territoire. Mais au XXIe siècle, la survie d'un peuple reste toujours conditionnée par la capacité d'un Etat à résister aux menaces extérieures et intérieures. Tourner le dos à la puissance, c'est prendre tout

² Ce séminaire s'est tenu lundi 19 août 2013 sous la Présidence de François Hollande, et du Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

³ L'Histoire est intéressante à relire à ce propos. Personne n'est pressé de mettre l'accent sur la manière dont la France contribua au démantèlement du Saint Empire romain germanique en s'alliant avec ses ennemis religieux du moment, en l'occurrence les princes protestants allemands et l'empire ottoman.

simplement le risque d'être soumis au *diktat* d'une puissance étrangère ou de sombrer dans le chaos en cas de désintégration de la société civile.

L'humanisme démocratique mis en avant par l'Occident depuis le siècle des Lumières n'a pas pacifié le monde et s'avère incapable de proposer la moindre issue à ce que Philippe Baumard⁴ définit désormais comme un vide stratégique. Dans un monde dangereux et instable, la France n'a pas d'autre choix que de réinventer sa puissance pour préserver l'avenir de son peuple et éviter de se saborder.

⁴ Philippe Baumard, *Le vide stratégique*, CNRS éditions, Paris, 2012.

Chapitre I

Changer de grille de lecture

Pour avancer sur un sujet aussi sensible, il faut dans un premier temps s'attaquer aux blocages culturels qui ont tari la réflexion collective. Premier constat, la puissance est une notion qui est le plus souvent assimilée à la recherche de pouvoir. La référence à l'œuvre de Machiavel⁵ confirme cette confusion des genres. Autrement dit pendant des siècles, la réflexion sur l'idée de puissance est biaisée par l'idée de pouvoir et ne laisse pas d'espace de débat. Elle est d'autant moins perçue comme une valeur nécessaire et constructive qu'elle est assimilée à une forme d'aventurisme militaire symbolisé par le règne de Louis XIV, l'empire de Napoléon Ier et l'empire colonial. Si Louis XIV et Napoléon Ier ont vécu leur problématique de puissance comme un domaine réservé échappant au commun des mortels, la création de l'empire colonial aboutit à un débat public par la voix de Jules Ferry qui légitima le besoin de puissance dans un discours prononcé à l'Assemblée Nationale le 28 juillet 1885⁶ :

« Rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme un piège, comme une aventure, toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte, pour une grande nation, croyez-le bien, c'est abdiquer, et dans un temps plus court que vous ne pouvez le croire, c'est descendre du premier rang au troisième ou au quatrième ».

Le mal de puissance

Sous la Troisième République, le monde politique n'hésite pas à exposer ses divergences sur les choix stratégiques du pays. L'opportunité de développer un empire colonial était à cette époque le sujet central qui opposait la classe politique. Face à Clémenceau⁷ qui plaidait une concentration des moyens sur la puissance intérieure, Jules Ferry présentait une autre optique centrée sur le développement de la puissance extérieure :

⁵ Nicolas Machiavel, *Œuvres complètes*, éd. par E. Barincou, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1974.

⁶ <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/Ferry1885.asp>

⁷ Jean-Noël Jeanneney, *La politique coloniale, Clémenceau contre Ferry*, Editions Magellan et Cie, Paris, 2012.

« Sur le terrain économique, je me suis permis de placer devant vous, en les appuyant de quelques chiffres, les considérations qui justifient la politique d'expansion coloniale au point de vue de ce besoin de plus en plus impérieusement senti par les populations industrielles de l'Europe et particulièrement de notre riche et laborieux pays de France, le besoin de débouchés. (...)

Oui, ce qui manque à notre grande industrie, que les traités de 1860 ont irrévocablement dirigé dans la voie de l'exportation, ce qui lui manque de plus en plus ce sont les débouchés. Pourquoi ? Parce qu'à côté d'elle l'Allemagne se couvre de barrières, parce qu'au-delà de l'océan les États-Unis d'Amérique sont devenus protectionnistes et protectionnistes à outrance ; parce que non seulement ces grands marchés, je ne dis pas se ferment, mais se rétrécissent, deviennent de plus en plus difficiles à atteindre par nos produits industriels parce que ces grands États commencent à verser sur nos propres marchés des produits qu'on n'y voyait pas autrefois. Ce n'est pas une vérité seulement pour l'agriculture, qui a été si cruellement éprouvée et pour laquelle la concurrence n'est plus limitée à ce cercle des grands États européens pour lesquels avaient été édifiées les anciennes théories économiques ; aujourd'hui, vous ne l'ignorez pas, la concurrence, la loi de l'offre et de la demande, la liberté des échanges, l'influence des spéculations, tout cela rayonne dans un cercle qui s'étend jusqu'aux extrémités du monde. »

La polémique sur la finalité de la puissance coloniale a été supplantée par la résonance posthume des propos du même Jules Ferry et d'un certain nombre de défenseurs de l'aventure coloniale sur la suprématie de la race blanche⁸. La puissance n'était plus seulement assimilée à la quête personnelle du pouvoir mais aussi à l'oppression des peuples par les empires coloniaux.

Au début du XXe siècle, l'affrontement avec l'Allemagne redonna un peu de légitimité à la recherche de puissance à cause de la perte de l'Alsace Lorraine qu'il fallait reconquérir. Mais le montant des pertes humaines de la première guerre mondiale et les destructions dans le Nord et l'Est de la France commises durant cette période traumatisèrent durablement la population jusqu'au déclenchement du second conflit mondial. Les questions coloniales passèrent au second plan jusqu'au déclenchement des luttes de libération nationale au sein de l'empire français. La montée du pacifisme aboutit à la réaction spontanée de l'opinion publique lors des accords de Munich : comment oublier cette foule en liesse venue pour saluer le Président du Conseil Edouard Daladier qui était censé avoir sauvé la France de la guerre en acceptant les conditions d'Hitler. La fuite en avant devant le risque nazi renforça le nœud gordien sur la question de la puissance par la démotivation des Français à l'approche

⁸ Extrait du discours de Jules Ferry prononcé le 18 mai 1879 à l'Assemblée Nationale : « Que serait l'Afrique sans l'homme blanc ? Rien, un bloc de sable ; la nuit ; la paralysie ; des paysages lunaires. L'Afrique n'existe que parce que l'homme blanc l'a touchée. »

de la seconde guerre mondiale. Cet appauvrissement de la pensée stratégique fut masqué par les multiples polémiques internes sur l'idéologie : le communisme contre la sociale démocratie, le communisme contre le fascisme, les partis républicains contre les lignes nationalistes, les partisans de la paix contre les opposants à la politique de conquête du Troisième Reich. La classe politique ne sut pas résoudre cette série de contradictions. Il en résulta une défaite militaire majeure, la période de l'occupation et la mauvaise conscience de ne pas s'être battu convenablement contre Adolf Hitler.

Le refus d'assumer la défaite

L'effondrement de notre armée en juin 1940 fit brusquement passer la France du statut de grande puissance à celui de pays vaincu. Un tel échec était l'occasion d'inverser la tendance amorcée depuis 1815. Il fournissait une occasion unique de relecture des erreurs passées dans la conduite de la stratégie de puissance de la France. Mais il en fut autrement. Les tentatives d'analyse critique furent très vite occultées par des confrontations d'ordre idéologique⁹. L'opposition entre le régime de Vichy et la France libre du général de Gaulle n'a fait qu'accentuer les contradictions politiques internes qui donnèrent lieu à la Libération à une lecture partisane et à un bilan très partiel des événements passés.

La IVe République s'enlisa très vite dans les guerres coloniales tout en essayant de reprendre pied sur le plan stratégique avec l'opération du Canal de Suez. L'interdiction « d'aller plus loin » des Etats-Unis¹⁰ mit fin à cette velléité d'expression de la puissance sur un terrain géopolitique. En revanche, le traumatisme de la défaite et de l'occupation fut suffisamment fort pour amener des personnages clés de cette République ingouvernable à concevoir en secret un plan pour équiper la France de l'arme nucléaire. Le retour du général de Gaulle aux affaires brisa le silence sur le sujet.

Contrairement à son peuple, le général de Gaulle était sensible au maintien du statut de puissance de la France. Dès les premières années de gouvernance sous la Ve République, il passa aux actes par :

- La création d'une force de dissuasion nucléaire indépendante.
- Le choix de la décolonisation.
- La distance prise à l'égard de la politique de blocs.
- La volonté de bâtir une politique industrielle.
- La critique de la politique monétaire américaine.

⁹ Procès de Riom organisé par le régime de Vichy en février 1942.

¹⁰ Washington fit comprendre à Londres et Paris que cette intervention militaire constituait une menace pour la paix du monde à cause du soutien de l'Union soviétique à l'Egypte de Nasser.

- La limitation de l'intrusion des firmes multinationales nord américaines dans la restructuration de notre appareil industriel.
- Le lancement d'une politique énergétique pétrolière puis nucléaire.

Le général de Gaulle mit en avant la grandeur de la France et ne trouva pas forcément les éléments de langage, ni la pédagogie pour légitimer sa démarche auprès d'une population pour qui le mot grandeur évoquait plus les prétentions du *roi soleil* que le résultat concret d'une vision au service du développement et de la sécurité du pays. Ce manque de pédagogie ne fut pas sans conséquences. Ses critiques sur le rôle du dollar dans le système monétaire¹¹ ou son appel à un *Québec libre* furent perçues comme des provocations par le monde politique et une partie des décideurs économiques. La perte d'influence qui en résulta réduisit la portée des retombées positives générées par la réforme sur la participation des salariés aux résultats des entreprises.

La disparition d'une pensée politique sur la puissance

De Gaulle n'eut pas de successeur pour prolonger son combat. Son courant politique ne se donna pas les moyens théoriques et pratiques pour former des cadres susceptibles de pérenniser son approche de la puissance. Ses successeurs eurent par la suite le plus grand mal à définir une vision de la puissance de la France et se contentèrent de pérenniser la politique de dissuasion nucléaire militaire et d'y adjoindre un volet civil.

Peu d'écrits académiques abordent la problématique spécifique de la puissance de la France à l'exception de l'œuvre de Raymond Aron. La thèse de Frank Orban¹² intitulée *La France et la puissance, perspectives et stratégies de politique étrangère (1945-1995)*, a le grand mérite d'analyser les prises de position diplomatiques de la France à travers une grille de lecture réactualisée sur le concept de puissance. C'est un travail difficile et audacieux, compte tenu de l'état de la recherche en France sur ces questions. Dans l'analyse qu'il fait du concept de puissance, il souligne notamment la contradiction inhérente à la Révolution française :

« L'idéologie révolutionnaire, qui rejette la simple *raison d'état* pour véhiculer les principes aussi fondamentaux que celui du droit à l'autodétermination des peuples, opère une rupture conceptuelle profonde avec la culture de la puissance traditionnelle, mais se retrouve confrontée à la difficulté de rendre compatible la

¹¹ La France commença à convertir en or une partie de ses réserves en dollars au milieu des années 60. Le général de Gaulle estimait que la convertibilité du dollar en or était remise en cause par le fait que les Etats-Unis pratiquaient une politique de la planche à billets.

¹² Frank Orban, *La France et la puissance, Perspectives et stratégies de politique étrangère (1945-1995)*, Faculty of Humanities, Acta Humaniora n°391, University of Oslo, 2009 (ISSN 0806-3222).

volonté d'accroissement de puissance en pays conquis et le respect de l'idéal républicain qu'elle est censée exporter ».

Cette contradiction sera un des blocages culturels endémiques qui a retardé, et même parfois empêché, l'émergence d'une école de pensée française, centrée sur l'étude de la problématique de puissance. Il ne faut donc pas s'étonner que les spécialistes français de la géographie se limitent à des synthèses régionales ou à une géographie des frontières. Cette forme d'orthodoxie a été cautionnée par les courants novateurs de l'université comme l'école des annales¹³ qui a rejeté les travaux d'atypiques comme La Blache qui fut accusé de pactiser avec les thèses allemandes parce que ses travaux s'orientaient vers une géographie plus politique qui s'écartait « de la géographicit  du sol ».

Dans la seconde partie du XXe siècle, la pensée de Raymond Aron¹⁴ sur la puissance pouvait apparaître comme une avancée décisive dans le débat. Il conçoit une vision de la puissance qui est résumé dans cette citation :

« La puissance d'un individu est la capacité de faire, mais avant tout, celle d'influer sur la conduite ou les sentiments des autres individus. J'appelle puissance sur la scène internationale la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités. En bref, la puissance politique n'est pas un absolu mais une relation humaine. »

Une lecture  pur e des dynamiques de puissance

Raymond Aron en déduit une distinction un peu rigide entre la puissance offensive et défensive : la puissance offensive est la capacité d'un pays à imposer sa volonté aux autres tandis que la puissance défensive consiste à ne pas se laisser imposer sa volonté par les autres. Son décryptage des relations internationales a été fortement impact  par l'affrontement Est-Ouest alors qu'il était un partisan du point de vue atlantiste. Ce parti pris ne fut pas sans effet sur l'analyse des ressorts de la puissance des Etats-Unis. Citons à titre d'exemple le génocide des Indiens d'Amérique du Nord qu'il ne fait pas rentrer dans sa grille de lecture sur la définition de la politique de puissance américaine. Cette politique d'expansion territoriale de la jeune République américaine était pourtant d'autant plus intéressante à analyser qu'elle inaugurait une forme de colonisation intérieure niée par ses protagonistes.

¹³ L' cole des Annales a été fondée entre les deux guerres par Lucien Febvre et Marc Bloch. Ses créateurs ont plaidé pour l'émergence d'une Histoire qui ne se limitait plus aux aspects politiques, militaires ou diplomatiques mais intégraient aussi les aspects économiques, démographiques et culturels.

¹⁴ Raymond Aron, *Paix et Guerre entre les Nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962.

Lors d'un séminaire de recherche organisé le 3 décembre 2009 à l'École de guerre économique de Paris, l'universitaire géographe et politologue français, Alexis Bautzman a abordé la question de la politique française après 1945 en s'interrogeant sur la manière dont le général de Gaulle a pu développer une rhétorique de la puissance pour masquer une absence de puissance héritée d'une défaite militaire majeure (celle de juin 1940). Ses effets se font encore sentir aujourd'hui et cela malgré les initiatives gaullistes de réaffirmation d'une politique d'indépendance nationale et de grandeur comme l'armement nucléaire de la France, le programme spatial ou la sortie partielle de l'OTAN. Les thèses aroniennes sur la puissance ainsi que celles de l'école réaliste mirent l'accent sur la puissance et le rôle de l'Etat mais délaissèrent l'analyse des pays dont les conditions géographiques, géopolitiques et culturelles les incitaient plus que d'autres à rentrer dans une logique de puissance. Les économies de subsistance sont moins sujettes à des stratégies de conquête extérieures, que les économies qui manquent de ressources et au sein desquelles se développent des stratégies de puissance fondées sur la recherche de ressources vitales pour leur survie.

Les rapports de force ont muté

Après avoir été un sujet tabou à cause des dérives totalitaires du XXe siècle, la notion de puissance est en passe de redevenir un des éléments-clés de la gouvernance mondiale. La fin de la guerre froide a abouti à un monde éclaté en multiples sources de conflits militaires et religieux. L'empire américain semble avoir imposé durablement sa suprématie sur l'ensemble de la planète. Un quart de siècle après la chute du Mur, les Etats-Unis ont désormais une puissance inégale : écrasante dans le spatial et le nucléaire, dominatrice dans la sphère informationnelle, limitée dans le militaire conventionnel, contestée sur le plan diplomatique. Leur grande défaite après le 11 septembre n'est pas du domaine géopolitique et militaire comme l'atteste le résultat de leur intervention en Irak ou en Afghanistan, elle est du domaine de la guerre de l'information.

La fin de l'exemplarité américaine

Depuis leur indépendance, les Etats-Unis mettent en avant leur capacité de promouvoir la démocratie à travers le monde. Les révolutions arabes ont montré la limite de l'exercice. Il s'agissait de renverser des dictatures corrompues et d'imposer un changement de régime par les élections. Le résultat des votes a donné la majorité aux islamistes en Tunisie et en

Egypte. Ces derniers ont ensuite été contestés dans leur légitimité par des manifestations de rue. La prise du pouvoir par l'armée en Egypte a mis fin au processus démocratique. L'instabilité de la situation tunisienne et l'anarchie latente de la Lybie confirment le verdict : la démocratie n'est pas une fin en soi à partir du moment où une majorité politico-religieuse sortie des urnes est niée pour des raisons géostratégiques et politiques par des forces intérieures et extérieures au pays. Les Etats-Unis ne peuvent plus présenter le discours sur la démocratie comme la solution à tous les problèmes et encore moins se mettre en avant comme la puissance exemplaire pour garantir son application.

Le prétexte quelque peu usurpé de la promotion de la démocratie

En érigeant la démocratie comme principe universel pour expliquer leur recours à la puissance, les Etats-Unis pensaient avoir trouvé l'arme absolue pour légitimer le pouvoir du fort. On sait désormais que cette manœuvre est fortement compromise comme le démontrent les limites atteintes par les Américains dans leur appui indirect aux révolutions colorées et plus récemment des révolutions arabes.

Le dossier syrien ne fait qu'aggraver ce constat. Il est très risqué, sinon contre-productif, de s'immiscer dans un conflit qui déborde largement les frontières de la seule Syrie. Il concerne la lutte d'influence que se livrent sur le terrain les chiites (alaouites, iraniens, libanais, iraqiens...) et les sunnites (saoudiens, émiriens, qatariens, turcs...) pour le contrôle du Moyen-Orient et la prééminence de leur école religieuse. Les appels répétés de François Hollande à la morale humanitaire et le recours à d'éventuelles frappes limitées n'ont pas résolu une équation autrement plus complexe que ce que notre Président en a dit. Les effets démultiplicateurs de ce type de conflit ont été pris en compte très tardivement par les pouvoirs politiques occidentaux. L'augmentation significative du nombre de jeunes issus de l'immigration européenne dans les rangs des groupes jihadistes syriens risque d'affecter dans le futur la sécurité intérieure des pays concernés par ce phénomène. Cette menace potentielle a obligé les services de renseignement occidentaux à renouer le contact avec les forces de sécurité de Bachar el-Assad. Un tel renversement de situation marque les limites de la légitimité de la solution démocratique prônée depuis des décennies par Washington et dont l'impact est durablement affecté par les échecs récents des politiques d'ingérence occidentale. Les puissances non démocratiques comme la Russie, l'Iran et la Chine ont parfaitement saisi la faille du discours moralisateur américain et l'exploitent avec efficacité au niveau de la communauté internationale.

La réapparition des rapports de force économiques

La fin de la guerre froide a aussi fait bouger les lignes dans les rapports de force économiques. La prédominance du monde occidental est menacée par l'agressivité commerciale des nouveaux entrants sur le marché mondial qui ne se contentent pas de rattraper leur retard mais élaborent de nouveaux modèles de puissance.

Le cas de la Corée du Sud en est une illustration assez exemplaire. Dans les années 50, cette nation meurtrie par la guerre était plus pauvre que la Corée du Nord. Mais en 60 ans, le faible est devenu fort en recourant à tous les stratagèmes. Séoul use avec habileté du prolongement de la guerre froide à cause de l'agressivité latente de la Corée du Nord. En vertu de ce statut de pays à « protéger » des griffes de la menace communiste, la Corée du Sud se voit accorder des marges de manœuvre commerciales aux Etats-Unis et en Europe. Le gouvernement de Séoul dirige aujourd'hui une des rares économies émergentes à afficher clairement un discours conquérant. Ce pays rivalise avec les pays occidentaux dans les hautes technologies de l'industrie de défense (en particulier dans le domaine maritime). Les forces vives de la Corée du Sud ont aussi cette particularité d'avoir su copier aussi bien que les Chinois les techniques de guerre économique¹⁵ inventées depuis l'ère Meiji par les défenseurs de l'Empire du Soleil Levant. La captation d'information, les transferts de technologie, le recours à ce que certains concurrents qualifient de dumping déguisé ainsi que les rachats de savoir faire industriel (celui des méthaniers français par exemple) sont à l'origine de la réussite de son industrie des chantiers navals qui est aujourd'hui une des premières du monde. Mais la Corée du Sud ne se contente pas de copier les modèles conquérants, elle innove à son tour en dépassant le modèle gaulliste de politique industrielle. Pour réduire sa dépendance énergétique, le gouvernement coréen compte bien financer son plan de déploiement territorial des réseaux électriques intelligents en conquérant des parts de marché à l'extérieur, y compris dans les pays qui présentent la concurrence la plus menaçante. Ce petit pays se bat sur tous les fronts, y compris dans les activités plus artisanales. Dans les années 2000, les Sud Coréens n'ont pas hésité à envoyer plusieurs missions d'étude chez les producteurs du sel de Guérande pour collecter de l'information car ils cherchaient à relancer l'exploitation du sel marin.

¹⁵ Définition de la guerre économique donnée par l'auteur : « La guerre économique est l'expression majeure des rapports de force non militaires. La survie d'un pays ou d'un peuple tout comme la recherche, la préservation et l'accroissement de puissance en sont les principaux éléments déclencheurs ».

En matière de *soft power* sud, le gouvernement de Séoul est aussi très entreprenant : chaque somme d'argent investi dans un centre de recherche étranger implique la contrepartie du droit de regard que les Coréens du Sud revendiquent sur la production locale de connaissances. La Corée du Sud sait aussi se mettre en ordre de marche en créant une fluidité stratégique entre l'Etat et les entreprises qui travaillent en bonne intelligence pour l'avenir de la Corée. Cet esprit de connivence qui fait tant défaut au tissu économique français lorsqu'il se déploie sur les marchés extérieurs, inquiète le Japon qui accueille depuis des décennies une très forte communauté de Coréens japonisés et de moins en moins identifiable. Or les autorités nippones constatent régulièrement que bon nombre de ces citoyens japonais d'origine coréenne continuent à servir les intérêts de leur patrie d'origine. Les fuites d'information sont nombreuses et sont très utiles pour « armer » les progrès technologiques des entreprises sud coréennes.

Les limites de la grille de lecture libérale

Le monde occidental s'est mal préparé à ce renversement de situation. Il est victime de sa manière de définir la mondialisation des échanges selon le sens de ses intérêts et a perdu la mémoire sur les phases conflictuelles de son développement économique. Depuis le début des révolutions industrielles, la Grande-Bretagne puis les Etats-Unis ont développé un discours sur le libéralisme qui a masqué les rapports de force économiques entre puissances. L'éphémère débat initié par Friedrich List¹⁶ sur le protectionnisme et ses mises en garde lancées contre la volonté de conquête de l'empire victorien ne rendirent pas le monde occidental plus réaliste sur ces questions de guerre économique qui reprennent aujourd'hui une dimension stratégique importante. Dans son ouvrage *Esquisses d'un nouveau système d'économie politique*, List a tenté de bâtir une grille de lecture différente des théories fondées exclusivement sur l'ouverture des marchés et la liberté de concurrence. L'argumentation de List ne fit pas contrepoids à l'influence des chefs de file de la pensée libérale anglo-saxonne qui faisaient cause commune avec la dynamique de puissance initiée à Londres puis à Washington. Friedrich List a eu le talent d'être un visionnaire en prévoyant la montée en puissance des Etats-Unis aux dépens de l'Europe mais il n'a pas réussi à prendre de la distance avec la polémique (cf. ses mises en garde contre les prétentions

¹⁶ Economiste allemand, Friedrich List (1789-1846) est surtout connu pour ses théories protectionnistes sur le commerce international, opposées à celles de Smith et de Ricardo. Son objectif était de contrer la pression commerciale que l'empire victorien exerçait sur le monde.

impériales britanniques) afin d'articuler sa théorie économique avec les aspects multidimensionnels d'une problématique de puissance. La victoire académique des auteurs anglo-saxons dans la polémique initiée par List se transforme avec le temps en victoire à la Pyrrhus dans la mesure où les théories sur le libre échange sont aujourd'hui un handicap pour décrypter les politiques d'accroissement de puissance par l'économie.

Les alliés sont aussi des adversaires

La guerre économique contemporaine est régie par un nouveau type de rapports de force que l'on peut résumer par la formule suivante : un allié est aussi un adversaire. Autrement dit, les Etats-Unis peuvent soutenir l'action militaire de la France au Mali mais aussi dans le même temps tenter d'affaiblir des entreprises françaises dans un secteur donné pour avoir la suprématie en termes de technologie et de marché. Cette relation intermédiaire entre la guerre et la paix n'est pas nouvelle. Elle caractérise l'évolution des rapports de force depuis le début de l'humanité. L'histoire idéologique du XXe siècle a contribué à faire tomber cette évidence dans l'oubli. Le phénomène est accentué par l'alliance atlantique contre le danger communiste. Cette alliance a imposé un esprit de solidarité entre les nations du bloc occidental qui s'est manifesté à chaque tension entre Moscou et Washington, notamment lors de la crise des missiles à Cuba¹⁷.

L'obsolescence de la solidarité idéologique

La fin de l'affrontement entre les Blocs a rompu ce lien d'alliance qui s'imposait à tous. Les rapports de force traditionnels ont repris peu à peu le dessus. Mais ce changement de paradigme a créé un décalage dans leur interprétation. Les représentants du monde politique et économique français ont eu le plus grand mal à admettre que les Etats-Unis, qui sont restés dans leur esprit le bouclier le plus fiable contre une menace majeure, pouvaient se transformer en un adversaire redoutable dans la mondialisation des échanges. Le sentiment d'appartenance à un modèle intégré indissociable (une philosophie politique : la démocratie ; un modèle économique : le libéralisme ; une alliance militaire : l'OTAN) prévalait et prévaut encore sur toute autre forme d'analyse.

¹⁷ L'URSS avait installé des missiles nucléaires sur le territoire cubain, pointés vers les Etats-Unis. La confrontation fut à la fois diplomatique, informationnelle et a failli être militaire sur mer et même nucléaire au paroxysme des événements qui s'échelonnent entre le 14 octobre 28 octobre 1962.

Cette posture a déteint sur la manière de traiter les relations commerciales en général et les rapports de force économiques en particulier. L'Etat français n'a pas de culture de combat dans la guerre économique mais plutôt une culture du déni qui a des retombées négatives non seulement dans les rivalités commerciales que nous avons avec nos alliés les plus puissants, mais aussi dans le décryptage des autres pays concurrents. Il en nie même l'existence, à l'exception de quelques personnalités comme Alain Juillet¹⁸ qui a eu sur ce sujet un discours clair et didactique. Cette politique du refus n'est pas sans conséquences : elle privilégie la négociation à l'affrontement¹⁹. Or si la diplomatie économique est une des manières d'aborder le problème, elle n'est pas la solution miracle.

Dans la plupart des affrontements de nature économique, les entreprises conquérantes recherchent avant tout la victoire par tous les moyens pour aboutir à leur objectif. Dans l'esprit de leurs dirigeants, tout compromis est considéré comme une concession faite au concurrent donc une perte relative voire très importante dans la recherche de profit.

Les travers de l'omission

La non-pensée en guerre économique a aussi des répercussions dans la culture des administrations qui ne sont pas orientées en encore moins préparées à faire face à ce type de situation. Dans un service de renseignement tel que la DGSE, la perception de l'importance du renseignement économique est très relative car cette spécialité n'entre pas dans les critères de réussite de carrière, contrairement à la lutte antiterroriste qui est une des missions prédominantes de ce type d'organisme. Les grandes administrations ont aussi une certaine réticence à aborder les dossiers sous l'angle de l'affrontement. Dans la plupart des cas, leurs représentants se cantonnent à un traitement purement technique du dossier. Le cumul de ces facteurs bloque toute progression du système.

L'industrie de la sécurité informatique est aujourd'hui un des terrains de prédilection de ce rapport de force allié/adversaire. Pour conserver le contrôle sur ce domaine stratégique, les Etats-Unis n'hésitent pas à recourir à des attaques informationnelles. Le mode opératoire est simple et efficace. Des entreprises innovantes européennes ou asiatiques sont prises à partie soit par le biais de médias et/ou par des acteurs de la société civile. Ces derniers légitiment leur campagne de dénigrement en prenant le prétexte de la défense de la démocratie. Le

¹⁸ Il fut Haut Responsable à l'Intelligence Economique entre 2003 et 2009.

¹⁹ Position affichée dans plusieurs débats publics par Claude Revel, Déléguée Interministérielle à l'Intelligence Economique nommée en 2013.

buzz qu'ils déclenchent sur Internet est parfois relayé par des actions en justice destinées à paralyser leurs cibles et à nuire à leur positionnement commercial. En 2011, le Wall Street Journal sortit un article sur Amesys, filiale de la société française Bull, qui fut mise au pilori pour avoir vendu à Kadhafi un système de surveillance électronique utilisé par le régime pour réprimer la population. Ce scoop incita des associations à porter plainte contre Amesys devant un tribunal français. En 2012, la petite société informatique française Vupen a été prise à partie par un groupe d'activistes américains (*American Civil Liberties Union*) qui protestait contre la vente de bouts de code permettant d'exploiter une vulnérabilité dans un réseau informatique. Cette campagne aura de la résonance dans des médias américains. En 2009, la société NSN, filiale Siemens et Nokia, fut impliquée dans un scandale équivalent. NSN était accusée d'avoir livré à Téhéran un système de surveillance des opérateurs téléphoniques et d'Internet. Une fois de plus, des journaux américains étaient à la manœuvre, secondés par des internautes allemands pour amplifier la résonance par le biais des réseaux sociaux. La lecture au premier degré de ces affaires montre que l'orchestration est impossible à démontrer par des preuves de valeur juridique. Les forces attaquantes prennent le soin de ne jamais se faire identifier. Ces campagnes de déstabilisation sont relativement fréquentes dans les procédures d'appel d'offre dans l'industrie de défense. Le développement de la société de l'information par Internet a ainsi étendu le champ de ces nouvelles formes d'expression de la puissance aux problématiques de la société civile.

La montée en puissance de la société civile

L'activisme de la société civile est une donnée marquante de la fin du siècle dernier. Le fort n'est plus le seul détenteur de la puissance, il est désormais concurrencé par le faible qui agit à travers de multiples canaux d'expression (ONG, réseaux sociaux, lanceurs d'alerte, mouvements sociétaux). Cette montée en puissance de la société civile dans la sphère informationnelle est encore mal cernée dans sa dimension conflictuelle.

Une guerre de l'information citoyenne

Les universitaires s'intéressent surtout à la créativité du fort pour mieux dominer le faible à l'image de Christian Salmon²⁰ dont l'ouvrage *Storytelling*²¹ reste une référence en la

²⁰ Christian Salmon a écrit un essai éclairant sur le transfert de connaissances entre les *industries productives d'émotion* (Apple, Nike, Coca Cola, Adobe, Microsoft) et les agissements des *spin doctors* de la Maison Blanche.

matière. Depuis la fin du XIXe siècle, les luttes sociales ont servi de terrain d'expérience à des techniques de combat par l'information (tracts, meetings, manifestations, affiches). Ce savoir-faire subversif s'est renforcé lors de la révolution russe par les procédés d'agitation et de propagande (agitprop) qui ont connu un développement très important dans les expériences révolutionnaires du XXe siècle. Le point culminant de cette innovation du faible fut la campagne pour la paix initiée par les partis communistes à la fin des années 40. L'appel de Stockholm lancé en 1950 par le Conseil mondial de la paix permit de recueillir des dizaines de millions de signature.

La disparition de l'affrontement idéologique entre le fort (le système capitaliste) et le faible (les mouvements anticapitalistes) après la chute du Mur de Berlin n'a pas mis fin à cette recherche de puissance de frappe. A partir des années 80, l'action militante se redéploie sur le terrain de la société civile par sous l'impulsion des ONG du type Greenpeace. Ces nouveaux acteurs adaptèrent progressivement les techniques d'agit prop aux mécanismes de la société de l'information. L'opération montée par Greenpeace en avril 2010 contre l'assemblée générale de Nestlé est une bonne illustration de la combinaison de méthodes anciennes (séances de happening à l'extérieur, de déploiement de banderoles sur la façade de l'édifice, de découpage du plafond de la salle par des militants suspendus à des cordes pour perturber la réunion) et de méthodes nouvelles (buzz sur Internet, publication de vidéos, diffusion de messages par des sites appropriés). Internet a démultiplié la résonance des techniques subversives du faible à la fois par le maillage des réseaux sociaux mais aussi par une banalisation de la provocation. Des groupes tentent de pérenniser ce type d'action comme le comité d'intervention en assemblée générale des actionnaires (CIAG) qui s'est fait connaître en déstabilisant les Assemblées Générales de Casino, LVMH et Vinci.

Les audaces du faible

La thèse de Christian Salmon reposait sur le rôle prédominant du fort dans le développement du *storytelling*, c'est-à-dire la manière dont le fort (entreprise, Etat ou parti politique) racontait des histoires plus ou moins arrangées pour satisfaire les besoins de leur stratégie. Il omit simplement de préciser qu'il s'agit aussi d'une arme du faible. L'analyse des pratiques en vigueur sur Internet démontre que le faible use désormais de moyens aussi

²¹ Christian Salmon, *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, éditions de la découverte, Paris, 2007.

offensifs que le fort. L'ONG Greenpeace n'hésite plus à utiliser la rumeur et la désinformation pour attaquer ses cibles dans ce qu'elle estime son combat légitime contre la dégradation de l'environnement. En mai 2012, Greenpeace²² mit en ligne une réplique du site de Shell pour protester contre ses opérations de forage en Arctique. Bien que le site fût rapidement démasqué, il continua à rencontrer un vif succès sur le Web et à semer la confusion dans les esprits des internautes.

L'exemple de Greenpeace n'est pas un cas isolé. L'association écologiste *Frontline Action Group*²³ a choisi l'illégalité pour déstabiliser le groupe minier australien *Whitehaven Coal* dont elle juge les activités trop polluantes. Elle émit en janvier 2013 un faux communiqué de presse à l'en-tête de la quatrième banque du pays (ANZ) afin de propager de fausses informations. Cette action fit chuter le cours de l'action de près de 10 %. Les écologistes australiens avaient fait courir le bruit d'un pseudo gel de facilités de financement s'élevant à un milliard d'euros pour la mine de Maules Creek, considérée comme un investissement stratégique pour le groupe Whitehaven Coal.

Les acteurs institutionnels et les medias ont quelques difficultés à intégrer ce type de grille de lecture car leur mode de décryptage des rapports de force est encore trop fortement marqué par les non-dits et la pratique du double langage. Dans ce monde paradoxal, où l'allié peut devenir un adversaire, où le faible peut déstabiliser le fort par l'information, il est vital de s'armer l'esprit pour ne pas subir la loi du plus habile.

²² <http://www.leblogducommunicant2-0.com/2012/08/01/or-noir-ou-ours-blanc-en-arctique-shell-ignore-et-greenpeace-replique>.

²³ Article paru dans le Figaro du 13 janvier 2013 sous le titre *Australie : des écolos se font passer pour des banquiers*.

Chapitre II

Tirer les enseignements du passé

Enfermée dans le carcan de la défense des frontières, la réflexion française sur la puissance dépassa rarement le stade de la géographie politique. Henri Hauser²⁴, professeur d'histoire à la Sorbonne, fut un des premiers visionnaires français du XXe siècle à se pencher sur les risques de fragilisation du monde occidental à cause de l'évolution des rapports de puissance entre la France, l'Europe et les Etats-Unis. Cet élan fut vite brisé par les retombées du conflit de 1914-1918. Le coût humain des batailles de la Grande Guerre eut pour conséquence d'amplifier le rejet naturel de la réflexion sur la notion de puissance. Il fallut attendre l'avant dernière décennie du XXe siècle pour voir renaître en France une pensée structurée sur la géopolitique. Elle est l'œuvre d'Yves Lacoste²⁵ qui redonna une vision dynamique à la géographie par l'élargissement de son champ d'analyse à des facteurs de conflit économiques, culturels et religieux. Le point le plus avancé des travaux d'Yves Lacoste est l'analyse du jeu des acteurs (éléments déclencheurs des divers "printemps arabes", décryptage de la montée en puissance des partis islamistes ou de la menace iranienne, l'impact de la crise économique et financière sur l'Union européenne). Si Yves Lacoste donne des clés pour comprendre les intérêts et les réactions des pays concernés par ces problèmes, il n'aborde pas la problématique intrinsèque de la puissance. Qu'est-ce qui fait qu'un pays a une stratégie d'accroissement de puissance ou n'en a pas ? Or c'est justement cette question qui est devenue essentielle pour un pays comme la France.

Les parasitages historiques

Les blocages culturels qui affectent notre réflexion sur la puissance ne sont pas récents. La période charnière de la Révolution française (changement de régime et création de République) démocratise l'accès à ce domaine réservé de la monarchie absolue. Mais la nouvelle classe politique enferme le débat dans une contradiction. La dynamique

²⁴ Henri Hauser, *L'impérialisme américain*, éditions Pages libres, Paris, 1905.

²⁵ Yves Lacoste, *Atlas géopolitique*, éditions Larousse, Paris, dernière édition publiée en 2013.

révolutionnaire française porte en ses germes l'aspiration des peuples à la liberté. La sauvegarde de la Révolution menacée par les monarchies européennes impose très vite le souci de faire passer la défense des intérêts du pays avant l'avancée de la cause révolutionnaire hors des frontières.

Les espérances trompeuses

Les dirigeants révolutionnaires ont d'abord encouragé les peuples à se libérer de leurs tyrans. Lorsque la France se retrouva face aux armées étrangères, elle propagea l'image d'un pays libre agressé par des régimes rétrogrades et elle encouragea les autres peuples à l'imiter. Mais le discours affiché par les organes révolutionnaires parisiens ne correspondit pas tout à fait à la politique appliquée sur le terrain. La campagne d'Italie de Bonaparte éclaire la manière dont les Français vont utiliser le discours incantatoire fondé sur les Droits de l'homme pour jeter les bases d'un protectorat sur une partie du Nord de l'Italie. Dans un premier temps, la propagande française appelle les Italiens à la révolte contre les troupes autrichiennes afin d'instaurer une république. La suite des événements démontra que l'appel à la foi révolutionnaire transalpine visait surtout à créer une insécurité sur les arrières de l'ennemi autrichien. Le Directoire, le Consulat et l'Empire traduisirent par la suite ces vibrants appels à la libération des peuples en directives administratives plaçant les pays « libérés » sous tutelle française. Cet amalgame entre la liberté des peuples et les intérêts particuliers d'un pays a contribué à fausser la lecture des objectifs affichés. La propagande mettait en avant la conquête de la liberté. Les résultats militaires aboutirent à une conquête territoriale.

Les trois maux du patriotisme

A cette contradiction s'ajoutèrent trois traumatismes majeurs qui ont abouti à la division du pays et à une perception confuse des enjeux de la France. Par trois fois (1815, 1870, 1940) les autorités politiques françaises ont créé la confusion dans leur manière de se comporter à l'égard de puissances extérieures en conflit avec la France.

1815. La Restauration du Roi de France s'est faite avec l'accord de monarchies étrangères qui venaient de vaincre les troupes françaises commandées par Napoléon Ier. La raison d'être de l'empire napoléonien fut gommée par les échecs militaires après la désastreuse campagne de Russie. Ce traumatisme crée la confusion dans les esprits car la question patriotique a été scindée en trois interprétations politiques : celle des bonapartistes, celle des royalistes et celle des républicains.

1870. L'écrasement de la Commune de Paris par les forces versaillaises a été facilité par un ennemi de la France, Bismarck²⁶ qui venait de vaincre l'armée française de Napoléon III. Ce second traumatisme a eu des répercussions destructives sur l'unité nationale puisqu'elle faisait ressortir une double césure : la polémique entre les partisans de la tentative de poursuivre le conflit et les forces favorables à la négociation avec le vainqueur ; l'opposition entre une France rurale conservatrice et l'embryon d'une France urbaine protestataire.

1940. La défaite militaire contre le Troisième Reich est un traumatisme qui a accentué l'impact *profond* des deux précédents en créant un schisme entre un patriotisme du vaincu et un esprit de résistance au vainqueur. Le pétainisme exprima sa légitimité comme un recours ultime pour atténuer les effets de la défaite et sauver les restes de l'empire. A contrario, le gaullisme revendiqua la poursuite du combat contre un adversaire, l'Allemagne nazie, avec lequel il était impossible de négocier. La renaissance de l'idéal patriotique soutenu par Pétain va être remise en cause par la politique de collaboration initiée par Pierre Laval entre l'Etat français et le régime hitlérien. Le mythe du résistant se substitue partiellement à l'engagement strictement patriotique souhaité par la France libre de Gaulle. Ces trois événements majeurs de l'Histoire de France ont un point commun : une force politique intérieure s'est compromise avec un pays qui avait vaincu la France sur le plan militaire. La notion de patriotisme et l'idée de puissance ne pouvaient pas sortir intactes d'une telle entorse à l'unité nationale. Cette accumulation de traumatismes n'a pas donné lieu à une réflexion critique de la part de l'intelligentsia française et encore moins du monde politique qui est resté figé sur ses positions. Un tel silence ne pouvait aboutir qu'à une fragilisation du concept de patrie et à la perte de sens du concept de puissance.

La lucidité perdue

Les problématiques de puissance soulevées par la Révolution française avaient pourtant initié une certaine forme de lucidité sur la nature des menaces extérieures. Si les risques d'invasion du territoire demeuraient la menace principale, le pouvoir napoléonien prit en compte l'importance des effets de l'agressivité commerciale britannique sur le fonctionnement de notre appareil productif. A la sortie des guerres révolutionnaires, la

²⁶Adolphe Thiers bénéficia de l'appui de l'Allemagne qui libéra près de 60000 prisonniers de guerre français qui rejoignirent les troupes cantonnées à Versailles.

France est en retard sur la révolution industrielle initiée par la Grande Bretagne, son principal ennemi.

La sécurité économique napoléonienne

C'est Napoléon Bonaparte qui mit au point un dispositif de sécurité économique pour contrer le blocus maritime britannique. Il confia au chimiste Jean Antoine Chaptal en charge du Ministère de l'Intérieur la lourde tâche de défendre l'industrie française naissante. Ce dernier s'en acquitta notamment en fondant avec les trois Consuls la Société d'encouragement pour l'industrie nationale (SEIN) dont il assura la présidence jusqu'à sa mort en 1832. La SEIN était un véritable instrument de guerre économique dont l'objectif était double : relever le défi britannique dans le domaine technique et industriel en suscitant l'innovation technologique par des concours et des prix, et diffuser le renseignement et l'information récoltée outre Manche dans les manufactures françaises.

Ce combat économique se poursuivit sous la Restauration sous la forme d'une guerre des douanes (1814-1824). L'historien David Todd²⁷ a osé aborder un sujet généralement ignoré. Il n'est pas courant qu'un universitaire analyse de manière aussi concrète une stratégie d'influence conçue par un Etat pour affaiblir un autre Etat sur le terrain économique. A l'époque, la France compte 26 000 douaniers sur 150 000 fonctionnaires. La protection des manufactures françaises est une priorité nationale. Elle se manifestait de manière encore plus violente chez nos voisins britanniques. Pour préserver leur appareil industriel, les dirigeants des grandes manufactures textiles n'hésitaient pas à faire couper sur la place publique les mains des traîtres qui communiquaient de l'information sur les secrets industriels. Todd résume parfaitement le décalage entre les deux pays :

« L'avance acquise par l'industrie britannique rend les dangers de la concurrence étrangère négligeables ; l'étendue du domaine colonial doit permettre à la Grande Bretagne de devenir l'entrepôt de l'Europe ; et la supériorité de la Royal Navy garantit la sécurité des approvisionnements en produits alimentaires ».

Cette prise de conscience sur l'importance de la guerre économique dans un affrontement entre puissances était d'autant plus importante qu'elle dépassait le cadre d'analyse de la guerre militaire.

La perfidie de l'invincible Albion

²⁷ David Todd, *Identité économique de la France, 1814-1851*, éditions Grasset, Paris, 2008.

Le retour à la paix après la défaite de Waterloo n'élimina pas la menace que faisait peser l'économie britannique sur notre politique de développement. Londres envoya en France un homme d'influence, John Bowring²⁸ pour dénoncer la politique protectionniste de la France. Pour promouvoir le *free Trade*, cet agent d'influence parcourut la France en cherchant des points d'appui à partir des anciennes terres anglaises. Il cibra dans un premier temps des acteurs économiques faciles à convaincre. Les producteurs de vin du Sud-Ouest, opposés aux taxes qui pénalisaient leurs exportations, souhaitaient leur suppression et soutinrent son initiative. L'innovation de Bowring fut le déclenchement d'une guerre de l'information en faisant publier des dizaines d'articles dans les journaux français. Son efficacité rhétorique porta sur l'angle d'attaque qu'il choisit : Bowring présenta le libéralisme comme une idée d'avenir et le protectionnisme comme une idée du passé. Il ne remporta pas immédiatement la victoire car il fut expulsé. Mais le milieu affairiste proche de Napoléon III relayea ce message en imposant la modernisation de l'appareil industriel comme le seul levier de développement crédible. La réussite de la stratégie d'influence menée par John Bowring se traduisit dans les faits par une disparition du débat sur la finalité des affrontements économiques entre Londres et Paris. La polémique amorcée sur la nuisance de l'impérialisme marchand britannique se perdit au début du second Empire dans l'application des idées libérales qui devint la grille de lecture universelle du fonctionnement de l'économie de marché. Ce mode de raisonnement a réduit la vision de la puissance à la protection du territoire et à l'approvisionnement extérieur en ressources stratégiques.

La piste sans issue de l'indépendance nationale

Marqué par la défaite de 1940 et la faillite de la quatrième République, le général de Gaulle était conscient du déficit de puissance de la France. Il tenta d'y remédier en réactivant le concept d'indépendance nationale par l'armement nucléaire de la France, le retrait de l'OTAN et la recherche d'une troisième voie entre le Bloc de l'Est et le Bloc de l'Ouest. Cette politique audacieuse se dilua dans les mécanismes des jeux d'alliance. Les risques de confrontation nucléaire entre Moscou et Washington l'obligèrent à s'aligner sur la position américaine lors de la crise de Cuba.

²⁸Il fut l'un des instigateurs du bombardement de la ville de Canton par les forces britanniques en 1856 pour forcer la Chine à s'ouvrir au commerce mondial.

Le patriotisme économique du général de Gaulle

C'est dans le domaine économique que la politique d'indépendance nationale se voulut la plus agressive. Le général de Gaulle voulut redonner à l'économie française des marges de manœuvre qu'elle avait perdues. Pour limiter notre dépendance énergétique, il encouragea la création du groupe pétrolier Elf Aquitaine après des décennies de débat stérile sur la question du pétrole. Cette décision politique s'opposait à la suprématie des sept compagnies anglo-saxonnes qui contrôlaient le marché mondial. Dans le même ordre d'idées²⁹, le créateur de la V^e République fixa des quotas aux entreprises américaines qui cherchaient à pénétrer le marché intérieur français. Mais ces actions montrèrent très vite leurs limites lorsque le général de Gaulle voulut impulser une politique industrielle autonome dans la partie la plus moderne de l'économie : la naissance de l'industrie informatique. Les politiques français étaient conscients des enjeux. Georges Pompidou en exprima le ressenti lors d'un conseil des Ministre³⁰ le 27 février 1963 :

« Les capacités financière et techniques des grandes sociétés américaines sont telles, qu'il n'y a guère de sociétés françaises, voire européennes, dans l'aéronautique, l'électronique, l'informatique, l'automobile, qui soient en mesure de résister à leur puissance, par absorption ou par achat, si les gouvernements ne se mettent pas en travers. Des entreprises familiales, incapables de soutenir le rythme, ne suivent pas l'avance technique et ferment les yeux devant le trou qui se creuse. »

Le général de Gaulle donna à ce ressenti une analyse qui plaçait la France dans une position d'alternative à la politique de conquête américaine au conseil des Ministres du 30 avril 1963 :

« Les Américains sont engagés dans un processus de mainmise sur l'ensemble des circuits économiques, financiers, militaires, politiques dans le monde. C'est une invasion qui se déroule comme le cours d'un fleuve. Les Américains le voudraient-ils, ils ne pourraient pas s'y opposer. D'ailleurs, il n'y a pas de risque qu'ils le veuillent. Qui dresse une digue ? Ce n'est pas le fleuve. Ce sont les hommes qui ont intérêt à se mettre à l'abri de l'inondation. Or, personne n'en a le courage. C'est donc à nous qu'incombe ce devoir. Vous verrez, on finira par suivre notre exemple, si nous le donnons avec éclat. »

Un manque de souveraineté compétitive

Cette politique d'indépendance nationale initiée par le Chef de l'Etat n'était pas adaptée aux stratégies duales qui allaient marquer les nouvelles formes d'expression de puissance. La

²⁹http://www.ieee.es/Galerias/fichero/cuadernos/CE_162_DIEEEO_Cap.2-CE_162_Christian_Harbulot_Frances.pdf

³⁰ Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Livre de Poche, Tome II, pages 99 à 113, Paris, 2009.

notion de souveraineté, telle que la concevait le général de Gaulle, fut remise en cause par la recherche de suprématie technologique de la superpuissance américaine dans l'industrie informatique. Le Pentagone et le monde du renseignement américain élaborèrent très tôt une stratégie de contrôle des nouvelles formes de technologies critiques. Parallèlement à cet objectif de portée géostratégique, les firmes américaines se lancèrent à la conquête du marché mondial. La politique agressive des Etats-Unis fut relayée par une démarche d'influence destinée à dénigrer le bienfondé des politiques nationales dans les pays alliés. La démonstration fut faite en France lors de la tentative de création d'un champion national avec la société Bull. En juillet 1964, le groupe américain General Electric racheta la société Bull. Faute de financement à la hauteur des enjeux compétitif, l'unique constructeur français d'ordinateurs avait des difficultés à écouler ses produits. Le gouvernement français tenta de contrer cette opération en cherchant à promouvoir une solution française en associant la Compagnie Générale d'Electricité (CGE) et la Compagnie Générale de la Télégraphie Sans Fil (CSF). Les milieux financiers de l'hexagone³¹ ne cautionnèrent pas cette stratégie et lui préférèrent une solution américaine. Le lancement du plan Calcul³² en septembre 1966 fut une seconde tentative de préservation de la souveraineté. Une Délégation à l'informatique fut créée pour gérer les budgets du plan, fixer ses orientations et s'assurer de leur application. Un volet industriel prévoyait la création d'un champion français de l'informatique. Ainsi naquit la Compagnie Internationale de l'Informatique (CII). Mais cette compagnie préféra acheter des ordinateurs américains plutôt que de se lancer dans une aventure industrielle nationale.

Le privé ne suit pas l'initiative publique

Pour atténuer la pression américaine, le gouvernement de Michel Debré constitua une Commission Permanente de l'Electronique du Plan qui réunissait les représentants des secteurs-clés de l'informatique, des télécommunications, de l'aéronautique et de l'électronique afin de s'affranchir de la domination américaine. Il appuya cette initiative par le lancement d'un système informatique baptisé Mars qui était une banque de données constituée à partir des flux d'information générés par deux cent cinquante entreprises, trente services administratifs et vingt-trois syndicats professionnels. L'information circulait

³¹ M. Quatrepoint et J. Jublin, *French ordinateurs. De l'affaire Bull à l'assassinat du Plan Calcul*, éditions Alain Moreau, Paris, 1976.

³² Le Plan Calcul, lancé sur l'impulsion de Michel Debré et d'un groupe de hauts fonctionnaires et d'industriels, était destiné à assurer l'indépendance du pays en matière de gros ordinateurs.

dans les deux sens puisque les industriels y avaient accès sous certaines conditions et pouvaient ainsi affiner leur rapport à innovation et leur approche du marché mondial. Côté étatique, le système Mars permettait de mesurer l'efficacité des crédits injectés dans l'électronique. Il fut même un temps question d'étendre ce mode de management de l'information à l'ensemble de l'industrie française.

L'expérience ne survécut pas au créateur de la Ve République. Elle prit fin le 19 décembre 1976 à la suite de la publication d'un court encart au Journal Officiel. La même année, le quotidien Le Monde titra *La fin d'une ambition pour l'économie française*, en commentant la décision du gouvernement de dissoudre cette Commission du Plan ainsi que le système Mars. L'auteur de l'article donna une précision intéressante en soulignant que les firmes multinationales d'origine française n'avaient jamais accepté de jouer le jeu d'une stratégie de puissance centrée sur la France et préféraient coopérer avec les firmes américaines. Cette remarque est à mettre en parallèle avec la position très ambiguë d'un chef d'entreprise comme Ambroise Roux³³ qui fut accusé d'avoir sabordé à plusieurs reprises la création d'un champion industriel puis européen de l'informatique. Ambroise Roux eut cette attitude très peu patriotique pour préserver les intérêts du groupe CGE qu'il présidait à l'époque. Cette manœuvre victorieuse des partisans d'un marché mondialisé sur les rares défenseurs de l'économie française eut lieu dans l'indifférence générale.

Le rejet de la solution gaulliste

Plus qu'une perte de sens de l'indépendance nationale, la mise en sommeil de la politique d'indépendance nationale voulue par le général de Gaulle est le fruit d'un double rejet : celui de la droite libérale qui ne se reconnaissait pas dans cette tentative d'affirmation de puissance et celui de la gauche intellectuelle qui rejetait toute solution qui ne soit pas de nature idéologique. Le changement de cap de la Ve République, amorcé sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, résulte en partie de l'échec du général de Gaulle à unifier son propre camp sur sa volonté de limiter la dépendance de la France à l'égard des Etats-Unis. Il y eut bien quelques soubresauts mais ils furent insignifiants car la haute administration tout comme le monde du CAC 40 ne voulait pas entendre parler d'une remise en cause d'un cadre de pensée confortable pour la défense de leurs intérêts personnels.

La lutte des classes efface l'impératif de puissance

³³ http://www.lesechos.fr/20/07/2012/LesEchos/21231-055-ECH_le-plan-calcul--l-echec-d-une-ambition.htm.

L'affrontement idéologique entre les deux Blocs a suscité une autre forme de rupture dans l'approche collective que nous avons du patriotisme. Dès la révolution russe, les partisans du modèle communiste ont pris fait et cause pour un autre type de patrie, à savoir l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, qui fut présentée durant l'Entre-deux guerres comme la patrie du socialisme. Cet abandon d'un idéal patriotique national au profit d'un idéal patriotique étranger, censé matérialiser l'expression d'une nouvelle solidarité entre les peuples en lutte, a faussé les repères élémentaires forgés par les Etats Nations. L'ennemi n'était plus seulement extérieur, il devenait intérieur. Les défenseurs du système capitaliste durent revoir leur approche de l'unité nationale.

La création de la troisième Internationale incita une partie du peuple de gauche à afficher une hostilité de principe à une réflexion sur toute forme de politique de puissance, à l'exception de celle qui devait servir la construction du socialisme. L'empire colonial français fut désigné comme un pouvoir exploiteur à combattre. A droite, l'empire colonial était encore perçu comme l'expression principale de la puissance française. Tout en faisant profil bas sur la revendication du maintien de l'empire, les milieux conservateurs désignèrent les anticolonialistes comme des traîtres à la patrie. Dès lors, il était impossible aux uns et aux autres de formuler une analyse critique sur les tentatives américaines de se substituer aux empires coloniaux européens.

Les retombées des guerres coloniales et de la guerre froide ont réduit la dimension du patriotisme au plus petit dénominateur commun. En comparant la notion de puissance à un acte de domination, la classe politique française l'a progressivement exclue de son vocabulaire à la suite des polémiques engendrées par les guerres coloniales. L'expédition de Suez de 1956 parachève à ses yeux l'ultime manifestation de la volonté de puissance française dans un contexte géopolitique d'amplitude mondiale. L'échec de cette opération militaire pour des raisons diplomatiques a marqué durablement les esprits.

Le général de Gaulle esquaissa les bases d'une alternative pacifique à la guerre froide, fondée sur la recherche de l'équilibre entre l'Est et l'Ouest ainsi que le rapprochement entre le Nord et le Sud. A l'écouter, le renouveau de la grandeur de la France passait par cette remise en cause de la division du monde en deux systèmes idéologiques diamétralement opposés. Les Etats-Unis combattirent cette recherche d'autonomie stratégique, parce qu'elle était contraire à leur volonté de suprématie sur la politique mondiale. L'histoire de cette rivalité de puissances entre deux alliés n'est encore que très partiellement écrite.

Un mouvement de révolte déconnecté de la stratégie

Cette désaffection pour les enjeux liés au patriotisme se cristallisa lors de la révolte estudiantine de mai 1968. L'incompréhension fut totale entre la mouvance protestataire, à dominante anti-impérialiste opposée à la guerre au Vietnam, et le général de Gaulle pourtant pourfendeur déclaré de la suprématie de l'Empire américain. En se focalisant sur la décolonisation et les luttes sociales, les mouvements de jeunes des années 60/70 ont balayé avec eux toute possibilité de contrer la droite libérale sur le terrain de la défense de l'économie française, c'est-à-dire la création de richesse collective et d'emplois. Le livre d'Olivier Rolin³⁴ *Tigres en papier*³⁵, permet de mieux saisir les racines sociologiques du rejet de la France gaullienne. Cette jeunesse-là, aussi narcissique soit-elle dans certains de ses comportements, ne trouvait pas sa voie dans un pays géré par des notables et non par des stratèges. La démarche solitaire du général de Gaulle et son échec dans sa volonté de trouver une troisième voie face aux Etats-Unis et au totalitarisme soviétique ont laissé le champ libre à la fuite en avant des contestataires de mai 1968.

Piégée par sa propre histoire, la gauche s'est interdit toute réflexion réaliste sur le décryptage des enjeux de puissance. Des partis comme le PCF ou le PS qui ont bâti leur discours sur la remise en cause du système capitaliste, ont abandonné à la droite ce versant de la décision politique. Le fait de penser la puissance est même devenu dans l'esprit du peuple de gauche une menace, dénoncée comme une sorte de renaissance déguisée du colonialisme ou de l'esprit belliciste des Etats-Nations à l'origine des deux guerres mondiales. Il ressort de ce constat une tendance à s'enfermer dans une vision nihiliste de la puissance qui ne correspond plus à la dynamique conflictuelle générée par la mondialisation des échanges. Quelques voix³⁶ commencent à s'élever à gauche pour tenter de sortir de ce cul de sac. Dans une interview³⁷ donnée au site du magazine Marianne le 3 janvier 2014, Aurélien Bernier s'attaque au sujet tabou de la « souveraineté nationale » en interpellant les militants de la gauche radicale sur la manière dont celle-ci a mélangé sa voix à celle des ultralibéraux pour conclure à l'obsolescence de la souveraineté nationale. Mais cette amorce de débat est quelque peu biaisée. Ce changement de posture amorcé par Aurélien Bernier est

³⁴ Ancien dirigeant de la *Nouvelle Résistance Populaire*, groupe clandestin de la *Gauche Prolétarienne*.

³⁵ Olivier Rolin, *Tigre en papier*, éditions du Seuil, Paris, 2002

³⁶ Aurélien Bernier, *La gauche radicale et ses tabous – Pourquoi le Front de gauche échoue face au Front national*, Seuil, Paris, 2014.

³⁷ http://www.marianne.net/Si-le-Front-de-gauche-voulait-vraiment-lutter-contre-le-FN_a234798.html.

surtout motivé par la crainte de la montée du Front National et non par une remise à plat des idées de gauche sur la question de la puissance.

La classe politique française a tourné le dos au passé pour des motifs compréhensibles (reconstruction de la France après la seconde guerre mondiale, création du Marché Commun, abandon du statut d'empire à la suite de la décolonisation), tout en préservant sa sécurité par l'arme atomique. Cette feuille de route n'est pas le fruit d'un bilan mais plutôt le résultat d'un ressenti négatif sur l'Histoire du XXe siècle et la reconnaissance d'une perte de puissance militaire, diplomatique et économique. La volonté de paix, la croyance dans une croissance durable et l'aspiration à un bien-être individuel ont pris le dessus sur la nécessité de la vigilance par rapport à l'imprévisible : la chute de l'empire soviétique, la transformation de la Chine en puissance économique conquérante et le risque de désagrégation de notre potentiel économique vital. En baissant ainsi sa garde, la France s'est mise en danger sans vraiment chercher à en comprendre les raisons.

Transcender nos préjugés

Les élites françaises font profil bas devant la mondialisation. Elles n'ont pas envie de se battre et reproduisent à leur manière l'inertie stratégique du politique. Il est donc vain de leur demander d'intégrer la conflictualité de l'économie dans leur grille de lecture. L'expert américain Edward Luttwak³⁸, connu pour ses travaux au Centre d'études stratégiques et internationales de Washington, a bien mis en avant ce concept pour souligner les défaillances de la puissance américaine dans les affrontements géoéconomiques de l'après-guerre froide. Mais les écrits de Luttwak ont une portée très marginale dès que l'on franchit l'Atlantique. Peu d'auteurs français ont relayé son propos. La prédominance d'une lecture économiste en phase avec les dogmes des textes académiques anglo-saxons bloque toute possibilité de relire l'Histoire en prenant en compte la manière dont certaines puissances se sont construites sur la base d'une économie de combat. L'Ecole de Guerre Economique³⁹ (EGE), positionnée à Paris, est la seule structure au monde à avoir entrepris depuis 1997 une recherche appliquée à la guerre économique.

Contrairement à des pays comme les Etats-Unis, le Japon, la Corée du Sud ou la Chine, la France n'a pas su créer un minimum d'unité nationale sur ce sujet. La distance culturelle que l'administration a toujours adoptée à l'égard du secteur privé a pesé sur cette absence de connivence nationale pour sortir victorieux d'une compétition avec des puissances étrangères. Paradoxalement, il existe une culture française de la défense économique du territoire qui remonte Colbert. Elle s'est forgée dans la continuité du rapport paysan à la terre et que l'on peut exprimer par la formule : ne pas se faire grignoter ou voler son champ par le voisin. La valeur symbolique de la propriété foncière a déteint sur les autres formes de

³⁸ Edward Luttwak est économiste diplômé de la *London School of Economics* et de l'université *John Hopkins*. Il est l'auteur de l'ouvrage *Le Rêve américain en danger*, éditions Odile Jacob, Paris, 1995.

³⁹ L'EGE a créé une base de connaissances sur la problématique de la guerre économique qui est consultable à partir du site www.infoguerre.fr.

propriétés (immobilière, industrielle) pour aboutir à la notion de patrimoine⁴⁰ qui est désormais une base de référence consensuelle pour l'ensemble de la population. Elle est devenue la préoccupation prioritaire de l'appareil d'Etat qui la décline au sein du ministère de l'Intérieur dans les missions de protection du patrimoine⁴¹ assurées par les services spécialisés de la police et de la gendarmerie.

Le réflexe du repli sur soi

L'accent mis sur la protection du patrimoine a favorisé une approche très individualiste des rapports de force économiques. Pour la majorité des corps de métiers et des créateurs de manufactures, la préoccupation première a toujours été la défense de leurs biens. Les révolutions industrielles ont imposé la nécessité de se projeter vers l'extérieur pour conquérir de nouveaux marchés sans pour autant révolutionner les relations entre l'Etat et le secteur privé. La question de la puissance a toujours été associée à la notion originelle du pré carré⁴². La garantie de l'intégrité du territoire l'a toujours emporté sur la nécessité d'enrichir la France.

Le regard autocentré de l'administration

Au cours des siècles, l'administration a pris l'habitude de traiter les menaces économiques à travers les risques d'invasion puis de dysfonctionnement des fonctions vitales de l'Etat. En revanche, le positionnement de l'économie nationale sur l'échiquier mondial n'a jamais été clairement défini en termes de problématique de puissance. L'économie relève du secteur privé, la gestion de l'intérêt général est l'affaire de l'Etat. Cette séparation des rôles interdit tout lien dialectique entre le développement d'un pays et les besoins d'un Etat pour remplir ses missions. Cette réalité bien française entretient la philosophie du repli sur soi qui est caricaturée par cette formule : les patrons d'un côté, les fonctionnaires de l'autre. Cet immobilisme culturel n'est pas sans conséquences. Les acteurs économiques des territoires n'attendent plus de réponse stratégique du pouvoir politique et de l'Etat. Jean Michel

⁴⁰ Le premier personnage public à avoir alerté le peuple français sur la nécessité de protéger le patrimoine est l'abbé Grégoire.

⁴¹ Ouvrage collectif sous la direction de Christian Harbulot, Didier Lucas, *La France a-t-elle une stratégie de puissance économique ?* Editions Lavauzelle, Paris, janvier 2004.

⁴² Le pré carré a été conçu par Vauban au XVII^e siècle sous forme d'une double ligne de villes fortifiées pour protéger les frontières septentrionales du Royaume de France.

Treille⁴³ fait le constat que les plus créatifs d'entre eux essaient de dépasser le stade de survie économique en créant de nouvelles dynamiques de développement. Ils pensent global pour se projeter sur les marchés extérieurs tout agissant en local pour s'ancrer durablement au territoire de leur choix. Ces acteurs économiques cherchent à construire des réseaux de confiance très resserrés sur leur cadre de vie afin de préserver leur activité économique.

Les contrariétés du patronat

La recherche d'une orientation stratégique de moyen/long terme reste malgré tout présente dans les interrogations du monde patronal comme l'a démontré l'université d'été du Medef en août 2013. L'objectif de la table ronde, intitulée *Tous sur le pont*, était de trouver des pistes communes de réflexion pour redresser le pays. Le débat s'est vite centré sur une évidence : les économies les plus compétitives présentent la caractéristique commune d'être pilotées par une entente tacite des élites économiques et politiques sur les enjeux de la politique industrielle. La France ne fonctionne pas ainsi et c'est là sa principale faiblesse. Les chefs d'entreprise français prennent rarement la parole pour traiter de la question de la puissance économique de la France. C'est pourtant ce que fit Augustin Paluel-Marmont⁴⁴ en détaillant la feuille de route que devrait se donner un politique guidé par des priorités échelonnées dans le temps et des objectifs précis à atteindre. Les propos de ce jeune chef d'entreprise contrastaient avec ceux de Michèle Alliot-Marie. Cette dernière mettait en avant l'unité nationale nécessaire pour une telle démarche mais ne savait pas lui répondre sur le mode de gouvernance à réinventer. Le personnel politique, même dans la posture du gaulliste historique comme Alliot-Marie, est prisonnier de la paralysie stratégique du système. L'ancienne génération politique a été conditionnée à concevoir le fonctionnement de l'appareil d'Etat à travers le filtre des pratiques des hauts fonctionnaires.

La fonction publique est déconnectée de la mondialisation des échanges et vit dans un mode de perception hexagonale, dans lequel les enjeux économiques sont aseptisés. Trop ancrés dans la préservation de leurs intérêts personnels et rétifs à toute forme de prise de risque,

⁴³ Jean Michel Treille fut l'un des pionniers au Commissariat du Plan dans la consolidation d'une politique industrielle pour la France en tant qu'animateur du système Mars. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages :

- *Le pilotage opérationnel de l'entreprise, Comment déployer la stratégie sur le terrain*, Editions d'Organisation, Paris, 2004.
- *Les clés de l'avenir : l'ambition industrielle*, L'Harmattan, Paris, 2012.

⁴⁴ Co-fondateur et président de la société *Michel et Augustin*.

les élites bureaucratiques⁴⁵ se contentent de gérer les affaires courantes. Les membres des cabinets ministériels ont du mal à assimiler l'esprit de ruse et de duplicité qu'ont les anglo-saxons pour tirer leur épingle du jeu dans les enjeux géoéconomiques de la mondialisation. Faute d'avoir été formés à ce délicat exercice du pouvoir, ils agissent dans l'urgence et soulèvent souvent plus de problèmes qu'ils ne créent de solutions. De fait, ils sont pour l'instant un obstacle important à une mutation intelligente de la gouvernance française.

La fausse renaissance du patriotisme

La fin de la guerre froide a débouché au bout d'une décennie sur un monde en crise fortement perturbé par les nouvelles formes de compétition économique. C'est dans ce contexte que la notion de patriotisme a failli renaître de ses cendres. En parlant haut et fort du patriotisme économique, Dominique de Villepin pensa faire un coup politique qui échoua parce qu'il ne fut suivi d'aucun dessein stratégique. Certains de ses prédécesseurs à Matignon avaient déjà tenté de s'engager dans cette voie, sans plus de succès. Edith Cresson fut la première à saisir la portée stratégique du patriotisme économique. Faute d'un entourage à la hauteur du défi et trahie par son propre parti, elle n'eut guère le temps de préciser sa pensée dans le domaine. Sa tentative d'imiter le MITI japonais en regroupant sous la houlette de Bercy l'industrie et les finances échoua devant l'autisme de l'inspection des Finances qui pensait le devenir de l'économie hors du périmètre stratégique de l'Etat-Nation. La construction européenne sous la houlette des Etats-Unis était désormais leur cadre de référence dominant.

Une tentative avortée d'orchestration

Entre 1993 et 1995, le nouveau chef du gouvernement, Edouard Balladur se sensibilisa à cette idée en reprenant le dossier mal engagé des négociations du GATT, afin de sauver ce qui pouvait l'être concernant les intérêts français. Afin de mieux cerner les tensions économiques, il décida de créer un comité Compétitivité et Sécurité économique qu'il présida⁴⁶. L'intitulé ne suffit pas à éclairer les lanternes des participants. Les grands patrons français conviés à siéger à ce comité ne surent pas donner à ce nouvel instrument un

⁴⁵ Alliot-Marie rappela à cette occasion une anecdote particulièrement significative : lorsqu'elle dirigeait le Ministère des Affaires Etrangères, les ambassadeurs ne comprirent pas la suggestion qu'elle leur fit de faire un stage d'immersion pour comprendre la réalité des entreprises.

⁴⁶ Le fait que le Premier ministre préside un tel comité était un message fort pour la haute administration. C'est la seule fois dans l'histoire de la V^e République que les directeurs de cabinet des grands Ministères prirent au sérieux une prise de décision se rapportant à l'intelligence économique.

contenu stratégique crédible. La haute administration était très rétive à une telle révolution culturelle. Chaque Ministère continua à camper sur ses prérogatives et à attendre patiemment ce qu'allait devenir cet instrument saugrenu. Edouard Balladur n'eut guère le temps de donner un sens à cette initiative innovante dans la forme mais pas sur le fond. Ses successeurs Juppé et Jospin tuèrent le concept sans même en comprendre la nécessité. Leur rigidité technocratique et leur perception franco-française de la bataille politique ont empêché toute avancée intellectuelle sur la question. Un député, Bernard Carayon, fut mandaté par deux Premiers Ministres (Raffarin et De Villepin) pour rédiger des rapports⁴⁷ sur la problématique de la compétition économique mondiale. Il osa monter au créneau pour sortir le patriotisme économique du néant et rappeler son utilité dans les cinq premières économies mondiales. Mais ses pairs n'y prêtèrent guère attention car ils estimaient que le créneau n'était pas porteur en terme électoral.

L'impasse sur la recherche de définition d'une stratégie de puissance a pénalisé les tentatives de relance de la pensée étatique comme ce fut le cas avec les pôles de compétitivité. Ce concept importé des Etats-Unis avait d'abord été étudié en 1995 lorsqu'Alain Madelin était Ministre de l'Economie et des Finance. Mais ce dernier ne donna aucune suite au rapport qui lui avait été remis. Dix ans plus tard, l'idée est relancée puis mise en œuvre à la suite du rapport⁴⁸ de Christian Blanc sur la situation économique et compétitive de la France :

« Les pôles de compétitivité sont non seulement des sources de croissance endogène mais des aimants économiques. Ils sont un facteur majeur d'attractivité, question qui ne se pose pas uniquement en termes industriels : non seulement la frontière entre services et industrie a disparu avec l'éclatement des organisations verticales et l'externalisation de nombreuses fonctions, mais de nombreux services sont désormais délocalisables. La problématique de l'attractivité concerne en réalité toutes les activités économiques mobiles. Par définition, seuls les services de proximité en sont exclus. La définition de l'attractivité a évolué sous l'effet des mutations qui viennent d'être décrites. »

Une seconde tentative en demi teinte

⁴⁷Rapport *Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, juin 2003. Rapport *A armes égales*, septembre 2006.

⁴⁸ Christian Blanc, *Pour un écosystème de la croissance*, La documentation française, 2004.

Nicolas Jacquet et Daniel Darmon⁴⁹ présentent *les pôles de compétitivité* comme un maillage de ressources locales qui permet d'améliorer la position compétitive de la France au niveau mondial avec l'aide des pouvoirs publics. Cette belle définition est restée un vœu pieux. Les pôles de compétitivité⁵⁰ ont été victimes du clientélisme politique. Le pouvoir politique a préféré saupoudrer les crédits d'Etat affectés à cette idée sur des dizaines de projet de qualité très inégale. Au lieu de tracer la voie à des priorités justifiées par une réflexion stratégique, le gouvernement se retrancha derrière le principe d'aider le plus grand nombre. Cet émiettement annula la portée symbolique du message. Sans concentration des moyens financiers, les projets ne pouvaient que vivoter à quelques exceptions près. Dans ce domaine la gauche n'a pas fait mieux que la droite. Les trente quatre plans de bataille annoncés par François Hollande en septembre 2013 pour doper l'industrie souffrent du même handicap récurrent : l'incapacité du pouvoir politique à définir des priorités dans les projets de financement pour qu'ils aient une chance de réussite. Il est aussi significatif que ces trente quatre plans de bataille industriels soient surtout des choix d'innovation technologique et non des orientations industrielles. Le positionnement de la France comme un des leaders mondiaux dans l'économie électrique est par exemple un atout majeur qu'il faut préserver et renforcer. Cette dynamique industrielle mal connue du grand public permet à la France d'avoir une approche globale fondée à la fois sur l'innovation et la maîtrise de technologies complexes, difficilement imitables dans un court laps de temps.

L'échec de création d'une industrie du drone nationale ou européenne est une illustration très didactique du manque de courage et de hauteur politique pour imposer une ligne de conduite aux différentes parties prenantes privées et publiques. Dans ce dossier comme dans bien d'autres, les industriels ont joué leur propre jeu et ont par conséquent été incapables de fournir une réponse pertinente. Seul un pouvoir politique fort aurait pu leur imposer un choix en termes d'économie de combat dans le but de servir l'intérêt collectif et non l'intérêt particulier de quelques lobbies. Depuis Georges Pompidou, la France n'a plus de politique industrielle et encore moins de réflexion sur l'état de sa puissance. François Mitterrand, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande se sont alignés sur la

⁴⁹ Nicolas Jacquet et Daniel Darmon, *Les pôles de compétitivité – le modèle français*, La Documentation française, Paris, 2005.

⁵⁰ En 2005, l'Etat labellisa 67 pôles de compétitivité régionaux ou transrégionaux. L'objectif des pôles de compétitivité en France était de rassembler, avec le soutien des pouvoirs publics, les trois entités que sont les centres de recherche, les entreprises et les structures de formation pour construire des avantages compétitifs bénéfiques aux entreprises françaises.

position de principe d'une Europe qui se bâtit sous le contrôle des Etats-Unis. Et sur ce point précis, ils sont en opposition totale avec la grille de lecture du général de Gaulle et la voie que devait prendre la France par rapport à la suprématie nord-américaine.

La fragilisation du monde occidental face aux nouvelles puissances

Dans le passé, l'URSS a servi de ciment au monde occidental. Sa mort en tant qu'empire idéologique et ennemi potentiel restaure la nature historique ancienne des rapports de force entre puissances : à savoir la recherche de suprématie sur les marchés stratégiques, l'accès aux ressources et la création de liens de dépendance durables.

La leçon de puissance

La politique étrangère de Washington est ainsi dictée par les impératifs d'une domination sur tous les fronts (militaire, économique et culturel) et les nouveaux entrants, comme la Chine, ont appris la leçon. Après avoir été un sujet tabou à cause des dérives totalitaires du XXe siècle, la notion de puissance redevient un des éléments-clés de la gouvernance mondiale. Ces économies émergentes créent de facto une nouvelle dialectique entre la puissance et le marché et réactualisent les principes de base de l'économie politique. Le marché est au service de la puissance et pas l'inverse.

Dès les années 1980, le dirigeant chinois Deng Xiaoping saisit l'intérêt stratégique des métaux rares en voulant positionner son pays comme premier producteur mondial. Il officialise ce défi en 1992 par la fameuse formule « le Moyen-Orient a le pétrole, la Chine a les terres rares⁵¹ ». Les Etats-Unis et l'Europe sous-estiment à l'époque la portée géoéconomique de cette déclaration. Leur vision du monde est encore influencée par l'effondrement de l'URSS, c'est-à-dire la disparition de la menace principale. Les entreprises occidentales préfèrent importer des métaux rares que d'assumer l'exploitation de mines très polluantes. La question de l'environnement prime sur la question de la dépendance. Trente ans plus tard, la Chine est le premier producteur de métaux rares et impose sa loi au reste du monde. Aujourd'hui, les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon n'ont plus d'autre alternative que de dénoncer la domination chinoise sur ce marché stratégique devant

⁵¹ Les terres rares sont des matériaux qui ont une importance déterminante dans la fabrication des produits de haute technologie civile et militaire.

l'Organisation mondiale du commerce sous prétexte que la Chine restreint les exportations de « terres rares ».

Le réveil de la Russie

Mais d'anciennes puissances en viennent aussi à suivre cette nouvelle manière d'intégrer la question économique à la puissance. A la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie qui avait été fortement impactée par la déstructuration de son économie, chercha à retrouver un levier de puissance. En 2009, Vladimir Poutine stoppa provisoirement les livraisons de gaz à l'Europe transitant par l'Ukraine. Le gaz est pour la Russie un moyen stratégique pour reconquérir des marges de manœuvre en termes de puissance. L'Union européenne découvrit à cette occasion sa vulnérabilité en matière de dépendance énergétique. Autrement dit, les experts de l'Union Européenne avaient fait l'impasse sur l'évolution des relations internationales dans une zone aussi sensible. La volonté américaine de progresser sur les marchés de l'ex empire soviétique était déchiffrable dans les prises de position officielles de Vladimir Poutine à l'égard de la « révolution orange » en Ukraine ou des accords passés avec des pays comme la Géorgie. Il semblait évident⁵² que ces tensions allaient avoir des effets directs sur le marché du gaz en Europe. Les économistes libéraux s'étaient focalisés sur la déréglementation, les fusions acquisitions et les spéculations financières autour du calcul du prix du gaz. Ce tropisme intra-européen découpla la vision européenne des problématiques de puissance. Le recours à l'arme de l'énergie comme levier de la politique de puissance russe sortait de leur champ d'analyse. La faille de Bruxelles dans un dossier aussi stratégique est inexplicable si on ne prend pas en compte la neutralité intellectuelle des milieux de la Commission dans le traitement des dossiers stratégiques. Elle s'inscrit dans le processus de fragilisation du monde occidental que les Etats-Unis ont le plus grand mal à stopper dans la mesure où ils sont de plus en plus accaparés par leurs propres problèmes.

Les Etats-Unis sont-ils encore des alliés à part entière ?

⁵² Un groupe d'étudiants de l'Ecole de Guerre Economique réalisa entre 2005 et 2006 une étude sur Gazprom. Leur approche pluridisciplinaire fit très clairement ressortir les risques d'impact des tensions géopolitiques sur le marché du gaz. Les conclusions de cette étude envisageaient la signature d'un accord gazier bilatéral entre la Russie et l'Allemagne ainsi qu'un risque conflit armé en Géorgie.

L'impact des nouveaux entrants dans la mondialisation des échanges n'est pas le seul facteur qui explique la réduction du pouvoir de l'Occident sur le reste du monde. Les Etats-Unis ont gagné la guerre froide mais cette victoire n'a pas consolidé durablement leur suprématie.

Le traumatisme de la guerre du Vietnam

On oublia un peu vite les retombées de la guerre du Vietnam. Dans ce conflit, l'Amérique fut vaincue de l'intérieur et non de l'extérieur. C'est la pression de l'opinion publique américaine qui obligea l'exécutif américain à retirer les troupes américaines du Sud-Vietnam. La défaite n'était pas militaire mais informationnelle. Autrement dit c'est la division du peuple américain sur la question de la participation du pays à un conflit extérieur qui a affaibli la cohésion interne de l'empire et non les victoires militaires remportées par l'ennemi sur le contingent américain. Tout empire qui recule par manque d'unité est un empire qui s'affaiblit. Ce fut le cas pour l'empire victorien qui perdit une partie de son soutien populaire lorsque les troupes britanniques s'attaquèrent aux Boers en Afrique du Sud. Le fait que des blancs se soient affrontés à d'autres blancs dans le contexte africain brouillait l'image que s'étaient faites les Britanniques de leur puissance.

Les Etats-Unis réussirent à faire abstraction pendant plusieurs décennies de leurs déchirures internes. Le Vietnam sombra dans l'oubli. A l'époque, la portée de cette défaite fut relativisée par l'absence de retombées majeures dans la conduite de la guerre froide. Certes le Sud-Vietnam, le Cambodge et le Laos étaient devenus des pays socialistes mais le retrait américain du Vietnam n'entama pas la cohésion du Bloc de l'Ouest face à l'URSS. A la fin des années 1970, l'affrontement entre l'armée vietnamienne et les Khmers rouges, la guerre éclair entre la Chine et le Vietnam, sans oublier le génocide commis par les Khmers rouges contre le peuple cambodgien, effacèrent les gains remportés par l'armée nord-vietnamienne lors de la prise de Saïgon. L'enlèvement soviétique en Afghanistan mit fin aux doutes sur la capacité des Etats-Unis à venir à bout de son ennemi le plus dangereux. L'effondrement du système soviétique conforta même les Etats-Unis dans leur rôle de superpuissance incontestée sur la scène internationale.

La fin du mythe de la superpuissance américaine

Un quart de siècle plus tard, cette manière d'interpréter la puissance est remise en cause sur plusieurs continents. La faille la plus visible résulte des conséquences de la guerre menée par Washington contre Saddam Hussein. L'enlèvement des forces militaires américaines en Irak a mis fin au mythe de leur invulnérabilité sur un théâtre d'opération extérieure. Le symbole

est d'autant plus fort qu'il s'agit d'un combat asymétrique. Les forces militaires américaines disposaient en effet d'une technologie et d'une logistique sans commune mesure avec les moyens très limités de leurs ennemis. La guerre civile irakienne et la guérilla talibane ont révélé une vieille constante de la guerre : la culture des peuples, leurs divisions, leurs querelles religieuses minent toute approche scientifique du traitement de l'ennemi par une solution dominée par la suprématie technologique. L'enracinement de la résistance de minuscules forces disséminées au sein des populations atténue fortement l'image dissuasive de la puissance militaire des Etats-Unis. Or rien n'est plus difficile pour un empire que d'imposer l'idée de sa domination absolue à partir du moment où l'emploi de la force ne soumet pas des adversaires nettement plus faibles que lui. L'incapacité à éradiquer le terrorisme islamique en est une démonstration implacable.

S'il pèse désormais sur cette guerre au terrorisme le soupçon d'un prétexte, cette « théorie du complot » ne suffit pas à masquer une évidence aux conséquences beaucoup plus graves pour l'avenir de la première puissance mondiale. La mission autoproclamée des Etats-Unis d'apporter la démocratie au monde est devenue au mieux une utopie, au pire une phrase de propagande. La lutte contre les totalitarismes avait permis à l'Amérique d'incarner la légitimité de la puissance en devenant la porte parole de la défense des *démocraties du monde libre*. Nous savons aujourd'hui que les Etats-Unis ne peuvent plus prétendre incarner un tel mythe à cause des leurs contradictions internes :

- La criminalisation du champ social (2,3 millions de personnes emprisonnées, les ghettos urbains des minorités noires et hispaniques et l'emprise du commerce de la drogue) ;
- Les déficiences récurrentes du mode de vie américain (alimentation industrielle à la source de nombreux problèmes de santé publique) ;
- Les limites du système démocratique (intrusions répétitives et amplifiées par la société de l'information, du système sécuritaire dans la vie privée des citoyens).

L'affaiblissement des Etats-Unis repose aussi sur des failles moins visibles comme la perte de l'influence géopolitique de Washington sur le continent latino-américain. Cuba, le Venezuela, la Bolivie, peut-être demain le Nicaragua sont des pays hostiles à la politique américaine. La recherche d'autonomie du Brésil et de l'Argentine conforte ce déficit d'influence de Washington dans sa sphère d'influence la plus proche.

Les Etats-Unis ne peuvent et ne souhaitent pas se battre sur tous ces fronts. Leur adversaire principal est la Chine. Cette priorité explique certaines attitudes paradoxales de l'exécutif

américain. Ils ont ainsi contré l'appétit commercial du Japon au début des années 1990 pour ensuite lui faire de nouvelles concessions vingt ans plus tard à cause de la pression exercée par la Chine dans cette région du monde. Dans le même ordre d'idées, ils s'allient aux Coréens du Sud pour contrer les entreprises chinoises dans l'industrie solaire et ouvrent leur marché intérieur à la Corée du Sud (menacée par la Corée du Nord communiste), alors qu'ils savent pertinemment que c'est un concurrent redoutable dans des secteurs industriels de pointe.

Les relations faussées entre les Etats-Unis et l'Europe

Ces tensions économiques ont amené les Etats-Unis à changer de comportement à l'égard de leurs alliés traditionnels du vieux continent. L'Europe est devenue un allié encombrant. Au lancement de l'euro, l'Union Européenne menaçait la position du dollar et devenait un adversaire économique potentiel. Aujourd'hui, la crise économique qui affecte l'Europe du Sud et l'Europe centrale suscitent une autre forme d'inquiétude sur les capacités de l'Union Européenne à surmonter ces problèmes. Sur le long terme, le vieux continent reste potentiellement une puissance émergente d'un nouveau type qui peut agir un jour dans le dos des Etats-Unis. Une telle épée de Damoclès incite les Etats-Unis à redoubler d'influence auprès des pays européens, dont la France, pour les contraindre à une vassalité contraignante sur le plan géopolitique, économique et culturel. Sur les dossiers cruciaux de la politique internationale, les Etats-Unis ne supportent pas que leurs alliés européens prennent des décisions contraires à leur choix comme ce fut le cas lors de la guerre en Irak. En matière de politique économique, les intérêts américains exercent par le biais de leurs lobbies des pressions de plus en plus fortes pour amener l'Union Européenne à signer un traité de libre change qui réduirait à leur profit les écarts normatifs entre ces deux zones d'échange. Dans le domaine culturel au sens large du terme, le monde scientifique américain a amené en quelques décennies les pays européens à s'aligner sur leur modèle d'économie de la connaissance. Ces liens de dépendance phagocytent le processus de prises de décision des Etats membres de l'Union Européenne sur les questions qui touchent de près ou de loin l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique.

Dans de nombreux secteurs marchands, les marges de manœuvre de l'Europe sont quasiment nulles. A titre d'exemple, les commandes d'armement de la majorité des pays européens est sous le contrôle de Washington. La force des groupes de pression américains est écrasante. La grande majorité des lobbyistes travaille pour des intérêts d'outre

Atlantique. L'autonomie de l'Europe est presque devenue une utopie. Le débat sur l'accord transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union Européenne soulève la question de notre capacité à défendre nos intérêts. Sans remise en cause des défaillances passées, la France est à la merci de pressions intra-européennes et de la volonté de puissance des Etats-Unis d'Amérique.

Chapitre IV

Ne plus se soumettre à une pensée dominante

Au fil des années, la France s'est embourbée dans un système de croyances façonné à la fois par l'intériorisation de nos reculs géostratégiques depuis 1815 et une influence étrangère à l'affût de la perte de nos repères⁵³. Le renoncement à une réflexion convergente sur la question de la puissance est la conséquence de la rupture de notre unité interne dans l'approche des rapports de force externes. La succession de crises politiques qui bouscule les gouvernements sous la Restauration (révolutions de 1830 et 1848) et à la fin du second empire (commune de Paris) a profondément divisé la classe politique. La création de la troisième République ne résolut rien sur le fond. Si l'aventure coloniale contribua à masquer notre déficit de puissance, elle ne relança pas pour autant le débat sur la manière de retrouver un sens commun à la stratégie globale (militaire, diplomatique, économique et culturelle) que doit adopter un pays comme la France pour faire face aux différents défis qui la guettent. Le plus petit dénominateur commun se limitait alors à la volonté affichée de reconquête de l'Alsace Lorraine. En revanche, la question des rapports de force géoéconomiques a été passée à la trappe au nom de l'apologie du progrès et de la révolution industrielle. La lucidité héritée du premier Empire a été perdue sous prétexte qu'elle véhiculait une approche obsolète de l'économie de marché.

La promotion du libre échange a occulté toute une partie de l'histoire de l'humanité marquée par des rapports de force de nature économique. Ils sont identifiables dans les différentes étapes de son développement :

- La lutte pour la survie qui couvre les 9/10 de l'histoire des civilisations.
- L'opposition entre peuples sédentaires et peuples nomades⁵⁴ qui a eu une influence déterminante dans l'Histoire de pays comme la Russie, La Chine, l'Iran et l'Inde.
- L'esclavage qui est l'expression la plus violente de la domination économique.
- La conquête territoriale et commerciale qui est au cœur de la dynamique d'expansion des empires.

⁵³ Cf. la démarche d'influence britannique menée sous la Restauration pour briser notre système protectionniste.

⁵⁴ Gérard Chaliand, *Les empires nomades, de la Mongolie au Danube, Ve siècle av JC-XVIe siècle*, éditions Tempus, Paris, 2005.

- La colonisation des Amériques, de l'Afrique, de l'Inde, de certaines parties de l'Asie qui est l'expression la plus didactique de la guerre économique.
- Les tensions commerciales qui résultent des révolutions industrielles et de la mondialisation des échanges.

Cette perte de repères a eu des conséquences très néfastes dans le processus de formation du personnel politique et des décideurs du monde économique.

Les écrans de fumée

Le décrochage de la pensée stratégique française n'est pas sans lien avec l'adhésion d'une partie majoritaire des élites françaises à la doctrine libérale. Rares furent ceux qui cherchèrent à percer la duplicité de ses promoteurs, en particulier dans les écrits d'Adam Smith. Abandonnant la langue de bois des économistes, l'universitaire Shirine Saberan⁵⁵ eut le mérite de souligner cette contradiction :

« Chemin faisant, il apparaît que la richesse de la nation⁵⁶ n'est pas destinée "à procurer au peuple un revenu abondant" mais qu'elle sert un autre objet, "le grand objet que se propose partout l'économie politique", à savoir "augmenter la richesse et la puissance de la nation", (vol. 1, p. 462). De ce point de vue, la croissance de la richesse contribue à satisfaire l'intérêt de la nation, parce qu'elle est le rayonnement de sa puissance sur le monde, et la "liberté naturelle" accordée au capitaliste n'est qu'un des instruments aux mains du législateur pour augmenter cette puissance. La croissance de la richesse nationale "en tant que la puissance peut dépendre de la richesse" devient ainsi un moyen destiné à la réalisation d'une fin plus étendue : augmenter la puissance de la nation, en l'occurrence celle de Smith, la Grande-Bretagne (vol. 1, p. 462). »

La duplicité de la doctrine libérale

La lecture dans le texte d'Adam Smith démontre que le discours sur la libéralisation des échanges sert de prétexte pour masquer la volonté du Royaume Uni d'écouler les produits de ses manufactures sur le continent européen. Les manufactures d'outre Manche avaient en effet pris une avance importante dans la révolution industrielle qui débute à la fin du XVIIIe siècle. Les conseillers de la Couronne souhaitèrent exploiter cet avantage par le biais d'un discours pacificateur afin d'optimiser la rentabilité des échanges. Les pays concurrents

⁵⁵ Shirine Saberan, "La notion d'intérêt général chez Adam Smith : de la richesse des nations à la puissance des nations", Dossier spécial Guerre économique, débat, réalité et perspectives, *Revue Géoéconomie* n° 45, Paris, 2008.

⁵⁶ Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, éditions Garnier-Flammarion, 2 vol, Paris, 1991.

ne pouvaient pas rivaliser à l'époque avec la force de frappe commerciale de la première puissance mondiale.

La pensée politique héritée du libéralisme fut un écran très efficace à toute tentative de réflexion non idéologique sur les problématiques de puissance qui se recomposèrent dès la fin du siècle dernier. Comme l'a écrit Erik Reinert⁵⁷, le monde occidental s'est enlisé dans ses certitudes en pensant que le libéralisme était une fin en soi dans un monde abouti sous contrôle de l'actuel empire dominant que sont les Etats-Unis. La réalité du XXIe siècle est quelque peu différente. Les champions nationaux sont le fer de lance des nouveaux entrants. Le positionnement de ces pays dans le concert des nations repose sur un modèle de développement où l'intérêt collectif fait souvent cause commune avec l'intérêt privé. Ces nouvelles puissances ont réinventé à leur manière l'économie politique⁵⁸. Cette vision du monde ne correspond plus au cadre de réflexion qui sert de référence au monde occidental depuis le début du XIXe siècle.

Le double écran du capitalisme et de la démocratie

Un autre écran s'ajouta à la promotion univoque du libéralisme : la défense du capitalisme contre les doctrines de rupture. Les débats sociétaux induits par la révolution industrielle ouvrirent un autre front alimenté par les mouvements syndicaux, les multiples penseurs réformateurs et libertaires et surtout l'émergence de la doctrine communiste avec les écrits de Marx et Engels. L'affrontement idéologique entre le libéralisme et le marxisme mobilisa les penseurs les plus actifs des cercles de pensée d'Europe, d'Amérique et d'Asie. Ce champ polémique récurrent⁵⁹ contribua à l'éviction de l'économie dans la lecture des rapports de forces entre puissances. La Grande Bretagne à l'apogée de l'empire victorien, puis dans un deuxième temps les Etats-Unis d'Amérique imposèrent une vision de l'économie de marché qui niait la réalité de la guerre économique et diabolisait cette expression dans le monde académique. A la fin du XIXe siècle, l'économiste allemand Friedrich List⁶⁰ tenta bien de

⁵⁷ Erik Reinert, *Comment les pays riches sont devenus riches et pourquoi les pays pauvres restent pauvres* Editions du rocher, Paris, 2012.

⁵⁸ L'économie politique a pris forme juste avant l'apparition du mercantilisme entre le XVIIe siècle et le milieu du XVIIIe siècle. Le colbertisme fut en France le symbole de cette préservation de l'intérêt national par la défense du marché intérieur sous la forme de mesures protectionnistes et une capacité de rivaliser avec les initiatives commerciales hollandaises et anglaises. Le libéralisme se substitua par la suite à ce courant de pensée.

⁵⁹ Il fut au centre des débats politiques qui agitèrent le monde pendant près de deux siècles.

⁶⁰ Friedrich List élaborait une doctrine d'économie politique visant à prendre les particularités des économies nationales.

créer un contre-courant en prônant un *protectionnisme éducateur* mais il n'arriva pas à inverser la tendance.

Sous l'influence anglo-saxonne, l'économie politique resta cantonnée à un aspect fonctionnel, soit comme méthode de suivi de l'activité économique par rapport aux données politiques, soit comme grille de lecture économique des choix de la politique publique. La pensée dominante s'est construite autour du marché comme moteur de l'économie et de la démocratie comme modèle de société. La question de la puissance fut circonscrite au domaine régalien des relations internationales. Sans rompre cette logique, des universitaires comme l'historien français Fernand Braudel, ont tenté d'établir une différence entre la problématique de l'échange et la construction d'un territoire. Le marché est rythmé par le court terme de l'innovation et de la recherche de profit. Prenant appui sur son analyse du développement de l'Europe à la sortie du Moyen Age, Fernand Braudel atténua la focalisation sur l'acte d'échange et par là-même sur le capitalisme qui était selon lui une phase parmi d'autres de l'économie monde. Le territoire s'inscrit dans le temps long de la construction des infrastructures d'un pays (routes, ports, voies navigables). Le sociologue américain Immanuel Wallerstein⁶¹ a repris à son compte les travaux de Fernand Braudel mais en soulignant toutefois la prédominance des interactions entre les systèmes nationaux, qui selon lui, l'emportent sur les logiques d'affrontement générées par les dynamiques de puissance.

A la fin du siècle dernier, la pensée dominante est à son apogée. La théorie marxiste est atteinte dans ses fondements par la disparition de l'URSS. Aux Etats-Unis, les écrits de Francis Fukuyama⁶², d'Alvin Toffler⁶³, et de Samuel Huntington⁶⁴ illustrèrent cette prédominance post-guerre froide du monde libéral. Le premier pour avoir annoncé la disparition de modes de gouvernement autres que la démocratie libérale, le second pour sa vision de l'évolution des rapports de force sous la pression de la technologie et de la connaissance et le troisième pour avoir prédit un affrontement entre les civilisations. Mais les événements leur ont donné tort. L'avènement du village planétaire prôné par Fukuyama ne s'est pas produit. Les Etats-Unis ont dû repousser aux calendes grecques l'avènement

⁶¹ Immanuel Wallerstein, *Chine et Etats-Unis : rivaux, ennemis, partenaires ?* <http://www.elcorreo.eu.org>, 15 janvier 2012.

⁶² Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, éditions Flammarion, coll. Histoire, Paris, 1992.

⁶³ Heidi et Alvin Toffler, *Guerre et contre guerre, Survivre à l'aube du XXIe siècle*, éditions Fayard, Paris, 1994.

⁶⁴ Samuel Huntington, *Le Choc des Civilisations*, Éditions Odile Jacob, Paris, 2007.

d'une démocratie mondiale conforme à leur modèle de société. Les guerres en Irak et en Afghanistan ont réduit à néant une partie des affirmations de Toffler sur la prédominance des armes technologiques sur les modes de combat traditionnels. Quant à Huntington, son choc des civilisations est évincé par les conséquences des crises financières sur la géopolitique mondiale.

La pensée dominante est aujourd'hui piégée par les contradictions politiques et économiques de *l'empire américain*. Depuis la crise financière de 2008, le libéralisme n'est plus le corpus théorique infallible qui dominait la parole académique des deux derniers siècles. La défaillance du système financier et la crise des économies occidentales fissure lentement mais sûrement les fondements du discours/prétexte qui a été élaboré au début des révolutions industrielles.

Les mauvaises réponses

Les élites françaises ne font rien pour changer de grille de lecture. Elles assument cet attachement culturel à la pensée dominante et paient au prix fort les concessions faites aux Etats-Unis. La perte de légitimité de la pensée dominante affectée par les revers de la superpuissance nord-américaine (guerre du Vietnam, Somalie, Irak, Afghanistan) aurait dû faciliter l'émergence de nouvelles perspectives intellectuelles. Le mouvement a été presque inverse en France. Les écrits sur l'orientation stratégique de la nation se sont raréfiés depuis la fin de la guerre froide comme si la question avait perdu toute légitimité en raison de l'assimilation systématique de la rhétorique sur la puissance aux dérives des Etats totalitaires et aux théories du juriste allemand Carl Schmitt⁶⁵. Au nom de la défense de la démocratie, la puissance comme élément de survie d'un pays a été évacué du débat public au profit de la rhétorique politique bicéphale : l'anti-américanisme culturel et l'atlantisme. Cette prédominance de l'idéologie a contribué à masquer le processus de déconstruction implicite des stratégies d'influence initiées par les deux empires anglo-saxons qui ont successivement façonné l'ordre mondial.

La mécanique de confrontation entre le libéralisme et le marxisme n'a pas survécu à la disparition du Bloc communiste. Il subsiste un anti-américanisme culturel qui se focalise sur

⁶⁵ Carl Schmitt, théoricien allemand, professeur de droit, s'est engagé au NSDAP (parti nazi) dès 1933.

les excès intérieurs⁶⁶ et extérieurs⁶⁷ de la politique américaine. Ce dernier agite de temps à autre le microcosme parisien à l'image de Philippe Roger⁶⁸, directeur de recherche au CNRS, qui résume sa pensée sur le sujet par une formule percutante⁶⁹: « *on n'aime pas celui qui vous a sauvé* ». Faisant référence à la seconde guerre mondiale, Philippe Roger rappelle que la première enquête d'opinion effectuée après 1945 désignait l'URSS comme le pays qui avait le plus aidé la France dans la guerre contre le nazisme en mettant en échec l'armée de Von Paulus devant Stalingrad. Notre anti-américanisme, rajoute-t-il, révèle avant tout nos propres peurs. De son côté, Emmanuel Todd⁷⁰ enfonce le clou en constatant que les élites dirigeantes européennes ont une pensée nationale trop fragmentée pour définir une alternative à l'empire américain. L'anti-américanisme culturel a son miroir, le pro-américanisme. A l'image de Jean-François Revel qui fut l'un des défenseurs acharnés de l'atlantisme⁷¹ et pour qui l'anti-américanisme latent des Français traduisait leur incapacité de se regarder en face et de critiquer les failles de leur propre système de pensée. L'anti-américanisme culturel et l'atlantisme s'autoalimentent de leurs critiques réciproques. Ce jeu à somme nulle stérilise toute forme de débat.

La mise en sommeil de la confrontation idéologique entre l'Est et l'Ouest a été supplantée par une autre forme de discours intellectuel qui prétend s'imposer comme l'anti-pensée dominante. La pensée postmoderne dont la résonance académique a été assurée par certaines grandes universités nord-américaines se veut une critique de la rationalité du modèle occidental ancien. Elle est censée avoir une portée subversive symbolisée notamment par les écrits de Foucault et Deleuze. Ces intellectuels marxisants sont allés faire des conférences dans des universités américaines sans trop s'interroger sur la manière dont leurs hôtes pouvaient ensuite tirer avantage d'une manipulation partielle de leur discours. Dans les faits, cette anti-pensée dominante a contribué à déconstruire la structure du cadre de pensée européen mais n'a pas eu d'effet significatif sur le fonctionnement de l'*empire* américain. Les partisans de cette nouvelle modernité prônent un changement de société qui

⁶⁶ Peine mort, pauvreté des minorités, ghettos urbains, criminalité financière, corruption affairiste...

⁶⁷ Echec de la politique américaine au Moyen Orient et en Afghanistan.

⁶⁸ Philippe Roger, *L'ennemi américain*, éditions du Seuil, Paris, 2002.

⁶⁹ Interview donnée au quotidien Libération le 21 septembre 2002.

⁷⁰ Emmanuel Todd, *Après l'empire, essai sur la décomposition du système américain*, éditions Gallimard, Paris, 2002.

⁷¹ L'atlantisme prône une alliance militaire, politique, économique et culturelle entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

passer par une redéfinition des droits de l'homme⁷². Les Etats-Unis ne pouvaient prétendre « américaniser » le monde en faisant état de leur statut de superpuissance. L'idée de faire la promotion de la démocratie sous le prétexte légitime de libérer l'individu a servi à légitimer le processus de déconstruction des cadres géopolitiques et culturels des pays concernés par leurs intérêts stratégiques.

La déconstruction : un procédé impérial anglo-saxon

L'habileté américaine ne s'arrête pas à cet habillage idéologique. Les agences américaines ont développé dans le passé une capacité à masquer leur stratégie de déconstruction derrière un discours de gauche. Cette ruse porta ses fruits durant la guerre froide lorsque les Etats-Unis⁷³ décidèrent de passer à l'offensive contre les Soviétiques sous forme d'une guerre de l'information masquée derrière une vaste campagne pour la défense des valeurs de la démocratie. Entre 1947 et 1974, Washington soutenu par Londres investit des moyens humains et financiers importants dans un programme secret de propagande culturelle en Europe occidentale. Les nombreuses remises en cause de l'ordre ancien amorcées depuis le début du XXe siècle avaient créé un terrain propice à de nouveaux vecteurs d'influence de nature culturelle. Les Soviétiques exploitèrent habilement les états d'âme des membres de l'intelligentsia occidentale en situation de rupture avec le système capitaliste.

Impactés par cette dynamique subversive durant l'entre-deux guerres, les Etats-Unis réagirent à cette menace sur le plan intérieur par la répression symbolisée par le Maccartisme et sur le plan extérieur par une stratégie d'influence centrée sur la dénonciation du totalitarisme et des initiatives culturelles défendant la liberté de création. L'épine dorsale de cette stratégie d'influence était le Congrès pour la liberté et la culture⁷⁴ (CCF) dont la mission était de rassembler des intellectuels libéraux et socialistes dans une « internationale » anticommuniste. Le comité de soutien du CCF comprenait des personnalités comme le philosophe allemand Karl Jaspers, le socialiste Léon Blum, des écrivains comme André Gide et François Mauriac, ainsi que des universitaires tels que Raymond Aron.

⁷² Les Etats-Unis critiquent certaines applications de la laïcité ainsi que la non tolérance « religieuse » à l'égard d'activités considérées en France comme des sectes.

⁷³ Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la guerre froide culturelle*. Denoël, Paris, 2003.

⁷⁴ Le *Congress for Cultural Freedom* (CCF) a dirigé de 1950 à 1967 par un agent de la CIA, Michael Josselson. Il était présent dans trente cinq pays et menait de nombreuses opérations de communication (publication de vingt revues, organisation de conférences internationales et de manifestations artistiques).

Ce mode d'action rappelle, dans un ordre de grandeur différent, celui des Britanniques quand ils missionnèrent John Bowring pour imposer leur modèle de pensée économique contre le despotisme économique exercée par la France sur son marché intérieur. Dans les deux cas de figure, des éléments progressistes locaux ont appuyé ces *messages de liberté*. Alphonse de Lamartine, le personnage emblématique de la révolution de février 1848 fut le relai du discours britannique en défendant la liberté des échanges comme la suite des idées révolutionnaires de 1789. Un siècle plus tard, Arthur Koestler, ancien membre du Parti communiste allemand d'avant guerre et dissident du communisme devient, en changeant de camp, l'une des figures emblématiques de l'opération américaine qui se cachait derrière le Congrès pour la liberté de la culture. Cette stratégie de déconstruction de l'influence soviétique en Occident visait aussi bien les débats de société que les terrains d'expression artistique⁷⁵. L'intelligentsia occidentale en situation de rupture était considérée comme une menace à cause de la tentative de récupération par les nomenclatures communistes. Impactés par cette dynamique subversive durant l'entre-deux guerres, les Etats-Unis réagirent à cette menace sur le plan intérieur par la répression symbolisée par le Maccartisme et sur le plan extérieur par une démarche d'influence centrée sur la dénonciation du totalitarisme et des initiatives culturelles défendant la liberté de création. L'intelligentsia française n'a jamais cherché à délier ces fils ténus de l'influence qu'une puissance étrangère pouvait être tentée d'exercer sur une partie de nos élites ou en exploitant les contradictions de notre politique intérieure. Seul le Parti Communiste Français a été dénoncé comme le parti aux ordres de Moscou au cours des années 50 par une partie de la droite et de l'extrême droite française. Les critiques à l'égard de l'influence américaine sur la vie politique française sont beaucoup plus rares et sont traitées le plus souvent de manière anecdotique. Lorsqu'un cadre important du Quai d'Orsay⁷⁶ livre des informations secrètes au Département d'Etat et à une agence de renseignement des Etats-Unis, aucune mesure judiciaire ne fut prise pour sanctionner ce qui pouvait être considéré comme un acte de trahison. Or nous étions à l'apogée de la Ve République et la stature du général de Gaulle n'était pas encore remise en cause par les évènements de mai 68. L'allié américain était en quelque sorte intouchable quoiqu'il se permette à notre égard. La relation avec les Etats-

⁷⁵ Aude De Kerros, *L'art caché : les dissidents de l'art contemporain*, Editions Eyrolles, Réédition augmentée, Paris, octobre 2013.

⁷⁶ Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle, histoire secrète, 1961-1969*, éditions du Seuil, Paris, 2000.

Unis et, dans une certaine mesure, la survie de l'empire américain devinrent un sujet tabou de la droite française. Ses leaders ne surent pas prendre le recul nécessaire pour faire la part des choses entre une solidarité occidentale forgée dans la lutte contre le communisme et la préservation des intérêts nationaux ou européens.

La voie tracée par l'intelligence économique

L'Etat ne se réforme pas. Si la sentence semble exagérée lorsqu'on évalue sa mission de service public⁷⁷, elle ne l'est pas sur sa manière d'appréhender les bouleversements dans le jeu des acteurs internationaux et encore moins pour anticiper les mutations des systèmes politico-économiques. Ce constat s'est vérifié une fois de plus à la fin de la guerre froide. Formées depuis des décennies à la *Pax americana*, les élites françaises rechignaient à changer de posture de pensée et de travail. L'hypothèse d'une mondialisation pacifiée leur semblait une perspective rassurante. A contrario, la redistribution des cartes⁷⁸ dans le jeu des puissances passait plus pour une contrainte que pour une opportunité. Ces mêmes élites ne changèrent guère leurs habitudes avec l'apparition des technologies de l'information. L'ancienne intelligentsia et les élites au pouvoir campaient sur leur position respective en considérant la multipolarité des puissances et la société de l'information comme des phénomènes à observer avec la plus grande prudence. L'inertie du contrôle l'emporta sur l'audace de la remise en question. Quelques Français atypiques refusèrent ce choix de la *superstructure* et se lancèrent dans l'aventure d'une nouvelle culture de l'information en initiant la démarche d'intelligence économique.

Un pari utopique ?

Vingt ans ont passé depuis la publication du rapport Martre⁷⁹ sur l'intelligence économique et il est possible de faire un premier bilan sur ce pari utopique. Ce concept n'est pas le fruit du hasard des rencontres, il est le résultat d'une prise de conscience. Avant 1994, le monde de l'entreprise abordait la compétition économique sous l'angle de l'analyse concurrentielle. De son côté, l'administration laissait au pouvoir politique le soin de définir l'espace très confidentiel de l'intérêt de puissance de la France en matière de rapports de force

⁷⁷ Le pouvoir politique sait impulser des changements d'orientation dans le domaine de la sécurité, de la défense, des transports, de la fiscalité ou de la recherche des taux d'emprunt les plus avantageux pour limiter la hausse de la dette.

⁷⁸ Montée en puissance de la Chine, de puissances régionales telles que l'Iran, l'Inde et le Brésil.

⁷⁹ *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, La Documentation Française, Paris, 1994.

économiques. A la fin des années 60, la volonté exprimée par le général De Gaulle de donner à la France une autonomie stratégique n'a pas été relayée par des économistes ou des politologues. L'influence américaine exercée sur la classe politique et les milieux patronaux avait eu raison de cette tentative d'autonomie stratégique. Cet abandon de la ligne politique du créateur de la Ve République aboutit à une perte de sens dans la lecture des affrontements géoéconomiques.

A la fin des années 80, la pression commerciale exercée par le Japon sur le monde occidental a relancé le débat sur la nature des affrontements économiques. C'est à cette époque qu'un petit noyau d'individus⁸⁰ convergent dans leur analyse pour jeter les bases d'une grille de lecture sur les rapports de force économique au niveau mondial. L'homme qui a facilité l'émergence de ce courant de pensée s'appelle Thierry Gaudin. Polytechnicien atypique, il dirigeait le Centre de Prospective et d'Evaluation du Ministère de la Recherche. A ce titre, il avait la capacité de soutenir des travaux de recherche comme celui⁸¹ que j'ai finalisé en 1991. Gaudin était plutôt prospectiviste mais il avait le souci de chercher à comprendre l'évolution des stratégies des entreprises. Il anima un séminaire très original qui donnait la parole à des dirigeants d'entreprise pour leur retour d'expérience. Sa liberté de pensée l'amena à s'interroger sur la question de la guerre économique. L'étude *Techniques offensives et guerre économique* dont le ministère de la Recherche finança la publication, eut un écho dans les médias et retint l'attention d'Edith Cresson. Elle servit de point de départ à la réflexion du groupe de travail présidé par Henri Martre. Dans le même temps, Bernard Esambert, ancien conseiller de Georges Pompidou, publiait un ouvrage sur le thème de la guerre économique mondiale⁸².

Ces écrits eurent un écho médiatique à cause de l'agressivité commerciale du Japon qui prit à la fin des années 80 une dimension polémique assez importante. Le rejet de l'expansionnisme nippon devint un sujet de discussion transatlantique après la disparition de l'URSS. Le Japon ne pouvait plus basculer dans le camp soviétique. Le monde occidental retrouvait une marge de manœuvre importante pour limiter les ambitions commerciales de

⁸⁰ Des contractuels du Commissariat du Plan, un ancien militant maoïste, un jeune consultant revenant des Etats-Unis, un général, des cadres d'entreprise, des ex-membres du bureau d'action scientifique du Secrétariat Général de la Défense Nationale.

⁸¹ Christian Harbulot, *Techniques offensives et guerre économique*, première publication en 1990 par le biais d'Aditech. Réédition aux éditions de La Bourdonnaye, Paris, 2012.

⁸² Bernard Esambert, *La guerre économique mondiale*, Olivier Orban, Paris, 1991.

la seconde économie mondiale. De nombreux ouvrages sortirent durant cette période de transition pour tenter de comprendre ses succès industriels et ses conquêtes sur les marchés américains et européens. Leur résonance servit de caution officieuse aux promoteurs du concept d'intelligence économique. Cette démarche était très encadrée par les ultralibéraux et les tiers-mondistes présents au sein de la direction du Commissariat au Plan. Ces deux courants antagoniques se rejoignaient dans leur opposition à toute tentative de définition d'une stratégie de puissance pour la France en termes économiques. Les ultralibéraux craignaient la formulation d'un jugement critique à l'égard des Etats-Unis. Les tiers-mondistes s'intéressaient en priorité à la disparité des rapports entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

Une résonance limitée

Si le rapport Martre eut un impact trop limité pour susciter un quelconque débat dans le monde intellectuel, il créa cependant une brèche dans les certitudes affichées par les élites au pouvoir depuis l'abandon de la politique industrielle. La mondialisation n'aboutissait pas à une pacification des échanges comme le laissait espérer la création de l'Organisation Mondiale du Commerce. Les blocages successifs de ces négociations commerciales à partir des années 90 résultaient en partie des positions prises par des économies émergentes coalisées pour la circonstance contre les pays occidentaux. Dans le même temps, les nouveaux entrants sur le marché mondial affichaient un nationalisme économique qui contribuait au durcissement d'une compétition que l'on croyait définitivement libérée des contraintes politiques des Etats. Ultime paradoxe, l'Union Européenne s'activait pour accélérer le démantèlement des champions nationaux alors que la Chine, le Brésil et l'Inde construisaient leur compétitivité en s'appuyant sur les synergies entre le public et le privé. L'accumulation de ces signaux d'alerte aurait dû renforcer la légitimité de l'intelligence économique. Il n'en fut rien. Le pouvoir politique continua à considérer cette activité comme une tâche secondaire *du bout du couloir*. La plupart des medias passèrent leur temps à associer ce concept à de l'espionnage. Quant aux intellectuels, ils n'y prêtèrent pas la moindre attention. A l'exception de l'un d'entre eux, Marcel Gauchet qui, interrogé⁸³ sur le rapport entre la nation et la puissance, rappelait qu'aucun homme politique ne tenait aujourd'hui le langage de la puissance :

⁸³ Numéro du magazine *Marianne* daté du 19-25 août 2003.

« C'est un langage réprouvé. Nous en arrivons à l'idéologie du jour, celle des droits de l'homme. C'est elle qui interdit de penser la politique, la nation, la puissance, le gouvernement. C'est par rapport à elle qu'il faut mener un travail de fond, sans lequel il n'y aura pas de refondation à gauche. »

Et on aurait pu formuler la même remarque pour l'autre partie de l'échiquier politique. Ni la gauche, ni la droite ne suivirent ce conseil.

Le ghetto des institutions

L'Etat s'empara timidement du sujet de l'intelligence économique au milieu des années 90. Cette approche non conventionnelle ne déclencha aucune passion dans la haute fonction publique à l'exception de personnages atypiques comme le préfet Rémy Pautrat et Philippe Clerc, son adjoint intelligence économique au Secrétariat Général de la Défense Nationale. Pendant une décennie, l'intelligence économique resta enfermée dans une sorte de ghetto institutionnel. La protection du patrimoine l'emporta sur toute forme de recomposition de la pensée stratégique. Il y eut bien une tentative de mise en pratique opérationnelle en 1995 lors de la campagne de boycott des produits français à la suite de la reprise des essais nucléaires dans le Pacifique. Un petit groupe d'experts⁸⁴ fut réuni pour cogiter sur le type de riposte informationnelle. L'objectif était de fournir des scénarii de guerre de l'information pour contrer l'attitude négative de nos alliés à l'égard de la France. Mais ses propositions ne furent pas validées par le cabinet du Premier Ministre qui préféra lui substituer une opération de communication plus classique qui aboutit à un fiasco à la suite du piratage du site par des hackers « antinucléaires ». Le Président de la République Jacques Chirac dut prendre la parole pour rappeler à l'Australie, un des pays les plus actifs dans ce boycott, que les autorités de Canberra ne pouvaient pas à la fois protester contre la reprise des essais nucléaires à Mururoa et vendre dans le même temps de l'uranium à la France.

L'intelligence économique avait donc failli devenir à cette occasion une arme offensive. L'occasion ne se représenta pas de sitôt. Le concept fut confiné à un périmètre plus défensif. Le ministère de l'Intérieur fut missionné pour améliorer la perception des risques de prédation contre notre patrimoine industriel. Des petites équipes de coordination ont été formées pour améliorer la circulation de la connaissance sur les enjeux compétitifs sans pour

⁸⁴ Je représentais à l'époque le département Intelco du groupe Défense Conseil International au sein de ce groupe de travail.

autant générer une continuité dans l'action. Le référentiel conçu par Alain Juillet⁸⁵ fut abandonné par son successeur Olivier Buquen⁸⁶. Ce dernier s'est empressé d'en faire rédiger un autre. Dans la même suite illogique d'idées, il ferma le site Internet étatique dédié à l'intelligence économique et perdit trois ans avant de le remplacer par un site vitrine, bien moins fourni que le précédent. Ces péripéties ont réduit la portée du concept d'intelligence économique à un sous-produit de l'appareil d'Etat. Le monde académique aurait pu sauver la mise mais il hésita à s'engager sur une voie encore trop mal perçue par ses propres chapelles de pensée. Le Conseil National des Universités ne voulait pas d'une nouvelle section. Force est de constater qu'à l'issue de vingt ans de sensibilisation, il n'existe qu'un petit groupe de professeurs d'université⁸⁷ à s'être engagé intellectuellement pour valider la pertinence du concept à travers des écrits et des travaux de recherche. La reconnaissance de l'intelligence économique reste encore aujourd'hui très formelle dans notre système de formation. Si le thème a été intégré en 2013 à la liste officielle des masters d'université, les responsables de l'enseignement supérieur n'ont toujours pas créé de filière de formation des formateurs. C'est dire la manière pour le moins aléatoire dont est géré ce dossier sur le moyen/long terme. Ces incohérences sont le fruit de la méfiance chronique du politique et de la haute administration qui ne sont pas prêts à se laisser subvertir par une approche offensive de la stratégie et encore moins par une nouvelle culture de l'information. L'inertie du système semble inébranlable. La voie tracée par les rédacteurs du rapport Martre⁸⁸ passe désormais par des chemins de traverse complémentaires.

La pensée dominante s'est imposée presque naturellement sous la pression de la guerre froide. Le risque sous jacent d'une troisième guerre mondiale a cimenté le cadre de pensée de nos élites. De facto, le devenir du monde occidental était intimement lié à la capacité des Etats-Unis à assurer notre protection et notre développement. La disparition d'une possibilité de destruction mutuelle par une guerre nucléaire a modifié les frontières de notre pensée stratégique, ou du moins ce qu'il en restait. Désormais, la France doit faire face à un monde incertain, dangereux et ouvert à de multiples menaces. La formule du général de Gaulle « la défense tous azimuts » ne fait plus sourire que les inconscients.

⁸⁵ Haut responsable à l'Intelligence Economique sous la présidence Chirac.

⁸⁶ Délégué Interministériel à l'Intelligence Economique nommé par Nicolas Sarkozy.

⁸⁷ Henri Dou, Humbert Lesca, Pierre Fayard, Nicolas Moinet.

⁸⁸ Henri Martre, Philippe Clerc, Christian Harbulot, *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, éditions de la Documentation française, Paris, 1994.

Chapitre V

Réinventer l'intérêt de puissance

L'intérêt de puissance n'a jamais été une formule clairement exprimée dans la Science Politique française. On lui a préféré la formule de l'intérêt général, plus consensuelle. Initialement assimilée à l'intérêt du royaume, cette notion est devenue sous la République l'apanage du Parlement avant de se décliner dans des formules diverses comme le bien commun, l'intérêt public et même l'intérêt national. Elle a permis de construire le droit public depuis plus de deux cents ans. Cette inflexion a pesé sur la finalité de l'action publique entre l'Etat et les citoyens, qui a été pensée dans le périmètre du territoire français. Mais lorsqu'il s'agit de traiter les situations de conflit hors de ce cadre limitatif, le droit public exerce une influence très relative et même parfois inexistante.

Les rapports de force économique font partie de ce périmètre non géographique qui a la particularité d'être figé dans une situation de ni guerre, ni paix. Le recours exceptionnel de la Raison d'Etat⁸⁹ n'est pas le palliatif qui a permis à la puissance publique de répondre aux enjeux de puissance géoéconomiques dont personne ne peut nier l'impact sur la destinée du pays. Ce vide conceptuel est un obstacle à la mobilisation de l'opinion publique. Il est d'autant plus persistant que les représentants de l'Etat sont loin d'afficher un discours homogène sur la question. Des ministres usent parfois de l'expression de guerre économique sans en définir le sens, ni la portée de même qu'un Président de la République⁹⁰ peut parler de batailles économiques sans pour autant ébaucher l'amorce d'une doctrine.

La question de la guerre économique⁹¹ est longtemps restée absente des publications universitaires. Cette omission s'explique en partie par l'absence d'archive. Un pays qui a la caractéristique de mettre son économie au service de sa puissance ne revendique pas son

⁸⁹ Principe au nom duquel une autorité gouvernementale se permet de violer le droit au nom des intérêts supérieurs de la Nation.

⁹⁰ Dans son discours prononcé le 7 novembre 2013 lors des commémorations du centenaire de la guerre 14-18, François Hollande a appelé la population à "faire bloc pour gagner les batailles économiques".

⁹¹ Christian Harbulot, *L'étude de la guerre économique et des problématiques associées*, in *L'intelligence compétitive dans un monde globalisé*, publié par l'Institut Espagnol d'Etudes Stratégiques, ISBN: 978-84-9781-842-1. NIPO: 083-13-121-3, Ceseden, Madrid, 2013.

agressivité commerciale dans des écrits officiels. La dissimulation de la volonté de conquête est complétée par la loi du silence des victimes. La soumission à l'influence d'empires dominants, la résignation face aux offensives commerciales de prédateurs, tout comme les situations de dépendance vis-à-vis de l'étranger sont des postures aussi difficiles à assumer qu'une défaite militaire. La Chine en a fait la démonstration après les deux guerres de l'opium⁹². Pour éviter de perdre la face devant son peuple, l'Empire du Milieu a longtemps refoulé cette défaite humiliante⁹³ dans l'inconscient collectif. Cette attitude est reproduite aujourd'hui par de nombreux pays ou entreprises en situation de faiblesse ou de victimes. La négation récurrente de la puissance analysée sous son angle commercial et sa mise en exergue par la démarche d'intelligence économique soulignent la nécessité d'une pédagogie audible par tous, afin d'intégrer les besoins stratégiques nécessaires à la préservation des intérêts d'une population sur un territoire comme la France.

L'impérieuse nécessité de retrouver une autonomie de pensée

Pour faire comprendre à cette population le lien entre l'intérêt personnel et la pérennité d'une collectivité, il est indispensable de lui faire accepter la notion de puissance pour faire face aux affrontements de toute nature.

Un axe d'étude rejeté

Dans la mémoire collective, la défaite de Waterloo a marqué les esprits. Après l'échec militaire et politique de l'empire napoléonien, les gouvernements successifs ont cherché à préserver le statut de la France sur la scène internationale. La puissance devenait plus un déficit à combler qu'un guide pour développer le pays. Le XX^e siècle n'a rien changé à cet état des choses. Les deux guerres mondiales ont figé le débat sur la partie militaire et diplomatique de la question à cause de la menace allemande. Après 1945, les régimes totalitaires japonais et allemands ont largement contribué à diaboliser l'idée de recherche de la puissance et à l'assimiler à la caution de pratiques barbares. L'URSS brouilla aussi l'image de la puissance à gauche en raison des dérives policières du stalinisme et des

⁹² 1839-1842 et 1856-1860. La Grande-Bretagne voulait forcer l'empire du Milieu à s'ouvrir au commerce international. L'empire britannique obtint la cession du territoire de la ville d'Hong Kong dans le but de stocker l'opium pour y faire commerce en Chine.

⁹³ La Chine s'est fait imposer un trafic de drogue sur son territoire. La résidence de l'empereur, la cité interdite, a été saccagée par des troupes étrangères.

massacres qui les accompagnèrent. Ce processus aboutit à un rejet du mot et à sa réduction à la plus simple expression géostratégique.

Le début du conflit en Indochine aurait pu provoquer un sursaut de réflexion à cause des relations ambiguës entretenues avec certains de nos alliés. En 1945, les Etats-Unis⁹⁴ accordèrent une aide militaire au Vietminh. Washington manifestait ainsi de manière indirecte son opposition à la présence de la France en Indochine. Mais Paris préféra ne pas s'exprimer sur cet acte d'hostilité entre alliés. La question de la puissance fut dominée par les polémiques autour des guerres coloniales. La perte de légitimité de la France face aux peuples qui réclamaient leur indépendance accentua les clivages idéologiques à l'intérieur de la société française. Ce manque de consensus fut comblé momentanément par la question nucléaire. En dotant la France de l'arme atomique, les autorités françaises atténuèrent la perception négative de la puissance dans la mesure où la politique de dissuasion rassurait une partie de l'opinion publique. Mais la question de la puissance resta confinée académiquement et médiatiquement dans le périmètre des relations diplomatiques et des rapports de force militaires. Les enjeux géoéconomiques étaient encore passés sous silence. Précisons toutefois que cette omission pouvait se comprendre dans le contexte de la guerre froide. Les pays occidentaux n'avaient aucun intérêt à faire état de leurs divergences et de leurs affrontements commerciaux. Le Bloc de l'Est aurait immédiatement exploité ces contradictions dans sa propagande anticapitaliste.

Le piège de la solidarité anticommuniste

Cette forme de loi du silence eut des effets très négatifs et a fortement déteint sur le cadrage de formation des élites. L'Institut d'Etudes Politiques de Paris et les grandes écoles propagèrent une lecture aménagée de l'Histoire, héritage des contraintes imposées par l'affrontement entre les deux Blocs. Les auteurs⁹⁵ de l'école française de Sciences Politiques, fortement influencés par la production de connaissances d'outre-Atlantique, prirent l'habitude de faire l'impasse sur la dimension géoéconomique des relations internationales. Il est vrai que les intellectuels de la contre culture américaine et les dissidents du système ne leur ont pas apportés d'analyse contradictoire. Les universitaires progressistes nord-

⁹⁴ L'Office of Strategic Service (OSS et ancêtre de la CIA) organisa le parachutage d'un groupe d'agents qui assurèrent l'instruction de plusieurs centaines de combattants du Vietminh sur les tactiques de guérilla et à l'usage de l'armement américain.

⁹⁵ *Traité de Relations Internationales* publié aux Presses de Sciences Po sous la direction de T. Balzacq et F. Ramel, Paris, 2013.

américains ont surtout dénoncé la ligne de conduite suivie par la Maison Blanche durant la guerre du Vietnam. Ils n'ont pas produit d'analyse significative sur la manière dont leur pays s'était emparé des commandes de l'économie mondiale. Ce statu quo académique a enlisé les élites politiques et économiques françaises dans une perception réductrice des enjeux de puissance. De facto, l'analyse de la politique gouvernementale dans les affrontements économiques est restée une recherche académique quasiment vierge hors des périodes de conflit militaire. Les exceptions portent sur la période coloniale⁹⁶. La résistance des peuples à la colonisation a été longtemps sous-estimée. Il faut attendre la fin du XXe siècle pour avoir des écrits d'universitaires abordant de manière décomplexée les violences générées par les puissances coloniales (expropriation de terre, esclavage, travail forcé, génocide⁹⁷, répression).

L'art du double langage américain

Si le débat fait rage sur la question de la repentance, il est plus rare de lire des prises de position de nature politique ou académique sur la consolidation de la puissance des Etats-Unis par des stratégies offensives de nature commerciale et industrielle. Pendant plus de deux siècles, les Etats-Unis ont réussi cet exploit hors du commun de bâtir leur stratégie impériale en opposition avec les empires existants. L'élimination des nations indiennes ne fut pas un acte anodin. Cette colonisation « intérieure » détonne avec les textes fondateurs de la jeune République américaine. Une telle contradiction n'empêcha pas les Etats-Unis de se revendiquer à la fin du XIXe siècle comme une puissance libératrice. Certains universitaires français ont contesté la version officielle de l'Histoire en démontrant que les Etats-Unis se sont immiscés dans les affaires mondiales pas seulement par esprit de solidarité avec des démocraties menacées par des adversaires belliqueux, mais aussi pour en tirer profit. Les propos⁹⁸ tenus en 1917 par le Président américain Wilson à son secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, le colonel House, sont sur ce point explicites : « *l'Angleterre et la France n'ont aucunement les mêmes vues que nous sur la paix. Quand la guerre sera finie, nous pourrons les forcer à suivre notre manière de penser, car à ce moment, ils seront parmi d'autres choses, financièrement dans nos mains.* »

⁹⁶ Pierre Singaravélou, *Les Empires coloniaux (XIXe-XXe siècle)*, éditions Points Histoire, Paris, 2013.

⁹⁷ Exemple du génocide des Aborigènes de Tasmanie dans les années 1820.

⁹⁸ René Girault et Robert Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941 : histoire des relations internationales contemporaines, tome 2*, Petite bibliothèque Payot, Paris, 2004.

L'étude des stratégies de conquête économique prend aujourd'hui une nouvelle dimension. Depuis la sortie de l'atlas géopolitique par Yves Lacoste, plusieurs géographes français ont amorcé une réflexion de fond sur la nature des rapports de force économiques.

Ces ouvertures dans la pensée académique remettent en question la position monopolistique qu'occupaient les sciences politiques dans la formation des élites françaises. La géographie de la compétitivité⁹⁹ vient compléter les axes de réflexion initiés par les pionniers d'intelligence économique. Sur les traces de Fernand Braudel, cette nouvelle génération d'universitaires élabore une grille de lecture sur la mise en concurrence généralisée des territoires. Le marché et la finance étaient jusqu'à présent les matrices principales de la mondialisation des échanges. La confrontation compétitive donne aux territoires une dimension globale qui se répercute sur l'organisation des systèmes sociaux, la définition des régimes fiscaux, sur les infrastructures industrielles et sur les politiques salariales.

Une convergence d'idées contrée habilement par les grandes universités américaines

Ces nouveaux discours bousculent les points de repère traditionnels du mode de pensée des élites et donnent un éclairage nouveau sur les dynamiques de conquête. Les contrefeux américains ne sont pas faits attendre. Noel Maurer¹⁰⁰, professeur associé à la *Harvard Business School*, a formulé en 2013 une thèse selon laquelle les interventions réalisées à l'étranger au bénéfice d'intérêts privés américains, ont souvent été menées au détriment des intérêts stratégiques de Washington dans le pays concerné.

Cette astuce dialectique n'efface pas la démonstration inhérente à l'affaire Snowden. Si la domination économique des Etats-Unis se heurte aujourd'hui à une multipolarité naissante dans le monde matériel, elle reste prédominante dans le monde immatériel. Et c'est là que se situe le principal chemin de traverse. L'affaire Snowden a révélé la capacité de contrôle des Etats-Unis d'Amérique par le biais de la société de l'information. Elle marque la fin de la crédibilité de cette puissance comme moteur de la démocratie mondiale. Cette affaire d'Etat ouvre des espaces de discussion sur des chantiers majeurs que les élites devront assumer un jour ou l'autre devant le peuple français : la souveraineté informationnelle de l'Etat, la protection des données personnelles dans la société de l'information et la préservation de la

⁹⁹ Gilles Ardinat, *Géographie de la compétitivité*, éditions des PUF, Paris, 2013.

¹⁰⁰ Noel Maurer, *The Empire Trap - The Rise and Fall of the U.S. Intervention to Protect American Property Overseas, 1893-2013*, Princeton University Press, 2013.

concurrence dans un mode informationnel dont la porosité n'est plus à démontrer. On peut réécrire l'Histoire. Il est plus difficile de nier la réalité.

Le besoin vital de ne pas affaiblir notre système de Défense

La problématique de la puissance d'un pays est une équation complexe. Si le contexte géographique, historique, économique et culturel joue un rôle déterminant, la force militaire reste l'élément décisif en cas d'affrontement majeur. Sa fiabilité repose sur le potentiel de l'industrie d'armement, les moyens humains et matériels mobilisables et le niveau opérationnel des troupes. Mais ces différents éléments ne trouvent leur crédibilité dans les faits qu'à travers la pertinence de la stratégie définie par le pouvoir politique et l'autonomie de décision dont dispose ce dernier pour faire face aux crises de toute nature. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les gouvernements successifs de la IVe et de la Ve ont essayé de maintenir cet équilibre. Mais il est apparu au cours des vingt années plusieurs fractures organiques qui allaient fortement peser sur la réalité effective de notre puissance.

La première fracture est culturelle

Traumatisée par sa lecture de la défaite de juin 1940, l'armée française a reformaté la culture de ses officiers en prenant appui sur les troupes aguerries par la confrontation à l'ennemi sur le terrain. L'infanterie coloniale et les forces parachutistes sont devenues les points de passage obligés des futurs généraux de l'armée de terre. Le modèle para-colo qui est le point de référence depuis un demi-siècle a non seulement survécu aux fractures de la guerre d'Algérie (coup d'Etat d'Alger et épuration menée sous la conduite du général de Gaulle) mais aussi à la suprématie de l'école nucléaire symbolisée par le général Ailleret. L'éducation des futurs cadres de notre armée s'est focalisée sur la formation au combat et la recherche du résultat militaire. La première étape de ce conditionnement commence à St Cyr. Il est ensuite, pour les plus méritants, gravé dans le marbre lors de leur passage à l'Ecole de Guerre. La hiérarchie militaire ne cherche pas à optimiser le rôle de l'armée dans la définition d'une stratégie de puissance. Apprendre à se battre est et reste la priorité absolue.

Mais en 2013, la finalité de la guerre n'est plus la même qu'en 1940. L'armée française en est restée à une approche technique des enjeux et se refuse à toute autre forme de réflexion. Il ne faut pas s'étonner que les rares colonels qui écrivent dans les revues ne deviennent jamais généraux. Le message est clair. Une telle attitude est contreproductive et

s'écarter du mythe du modèle para-colo qui est devenu un dogme. Il faut avoir fait du terrain pour avoir une légitimité pour parler de la guerre. Ce constat est vrai à une nuance près. Le fait d'avoir fait du terrain ne suffit pas pour hisser le militaire à la hauteur du raisonnement stratégique. La conduite d'une opération, à l'image de celle du Mali, est une opération victorieuse si la victoire est totale, c'est-à-dire diplomatique, militaire, économique et culturelle. Or ce n'est déjà pas le cas sur le plan économique dans la mesure où de nombreux contrats de la logistique militaire de la force financée par les Nations Unies sont captés par d'autres pays qui n'ont pas pris part au conflit.

La seconde fracture est d'ordre politique

Selon le général Vincent Desportes¹⁰¹, ancien directeur de l'Ecole de Guerre, la France n'a plus les moyens de son autonomie stratégique. Si notre pays avait encore des marges de manœuvres possibles au cours des dernières décennies, c'est de moins en moins le cas. L'analyse du général Desportes part du constat de la réduction de notre potentiel de Défense lors des dernières lois de programmation militaire et donc des choix qui ont été faits par le pouvoir politique. La future Loi de Programmation militaire française ne fera qu'entériner la réduction de nos forces et le maintien d'un dispositif minimum. A l'image du Livre Blanc, cette loi ne prévoit pas l'inimaginable : un décrochage de la puissance américaine plus rapide que prévu et les conséquences inévitables que cela entraînerait dans les rapports de force internationaux ; une explosion de l'Union Européenne et les retombées nationalistes qui en découleraient ; les risques de guerre civile qui peuvent affecter des pays européens en désintégration économique durable. Les grands « serviteurs de l'Etat » qui ont écrit ce livre blanc estiment ces hypothèses farfelues car la remise en cause de la solidité des relations transatlantiques leur semble inconcevable. Dans le cas contraire, c'est tout le système de défense français qu'il faudra réinventer.

L'appareil de défense français est sous la double tutelle de l'Otan et des Etats-Unis dans la mesure où ce pays exerce une influence discrète mais déterminante sur le cadre de réflexion de l'Union Européenne. Washington a cette capacité de manier sans vergogne le chaud (souhait que l'Europe prenne en main son fardeau de la défense) et le froid (vente de matériel militaire à de nombreux pays membres de l'UE aux dépens du matériel

¹⁰¹ Discours prononcé lors du colloque organisé le 17 octobre 2013 au Sénat par Pierre Pascallon sur l'avenir de l'industrie de défense française.

européen¹⁰²). C'est un cas de double contrainte (ou injonction paradoxale) étudié en psychologie. Il a pour objectif de rebaisser l'individu pour l'aliéner :

"Il n'y a qu'à analyser assez froidement le monde dans lequel on vit pour comprendre qu'en même temps que les mots liberté et démocratie sont avancés, des contrôles de plus en plus sévères de la parole sont mis en place. La double contrainte est l'arme favorite de ceux qui vous confisque le droit de penser comme vous l'entendez tout en vous assurant qu'ils œuvrent pour votre liberté"¹⁰³.

Cette attitude cynique de Washington fausse toute réflexion pertinente sur l'avenir d'une défense européenne voulue et pensée par les pays membres de l'Union Européenne qui sont pour l'instant incapables de trouver un terrain d'entente sur le sujet.

La troisième fracture est d'ordre économique

L'industrie de défense française doit se préparer à encaisser le choc compétitif dû à la réduction des commandes du Pentagone. La Guerre froide a entraîné une réduction importante des commandes militaires (environ 50%). La crise économique qui affecte le monde occidental et les revers géostratégiques des Etats-Unis (Irak, Afghanistan) pèsent très fortement sur le volume des marchés d'armement occidentaux. Faute de pouvoir écouler leurs produits militaires sur leur marché intérieur, les entreprises américaines vont redoubler d'agressivité sur le marché mondial. Les groupes français de l'armement naviguent à vue, par faute de grands programmes pour les ancrer à des besoins européens. Plusieurs tentent de recentrer discrètement leurs activités vers les BRICS afin de préserver leur rentabilité. Cette sortie du périmètre stratégique français peut aboutir à une réduction du potentiel industriel national.

La quatrième fracture est d'ordre administratif

Les administrations sont incapables de s'entendre entre elles pour faciliter le positionnement de nos entreprises dans les pays en sortie de conflit ou de crise grave. Après la guerre dans l'ex Yougoslavie, la France avait déjà connu un certain nombre de déconvenues dans l'attribution des marchés de reconstruction. La remise en état de l'aéroport de Sarajevo est demeurée le symbole des occasions manquée par les entreprises françaises alors que cet aéroport était une zone sur laquelle les forces françaises ont été

¹⁰² En vendant leur matériel aux pays européens, les Etats-Unis privent ceux-ci de revenus qui leur permettraient de développer leur propre industrie de la défense.

¹⁰³ <http://psychotherapeute.blogspot.fr/2010/01/injonction-paradoxale-et-double.html>

postées durant plusieurs années pour le protéger¹⁰⁴. Dans ce dossier comme dans beaucoup d'autres, les élites administratives françaises, civiles et militaires, n'ont pas pris en compte de l'importance des gains stratégiques post-conflit. A contrario, les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont fait muter leur mode d'organisation depuis plusieurs décennies. Leurs armées respectives ont intégré les enjeux non militaires et participent au processus de captation des marchés. Le Mali démontre une fois de plus ce type de fracture. Une partie du contrat de soutien des casques bleus de la MINUSMA¹⁰⁵ n'a finalement pas été attribuée à un groupe d'entreprises françaises mais au groupe américain *Supreme Group*¹⁰⁶.

La cinquième fracture est d'ordre stratégique.

Le monde politique ne sait pas mesurer la globalité de la dimension stratégique des enjeux. Les attentats de septembre 2001 ont été traités en France sous l'angle de la lutte antiterroriste. Les Etats-Unis ne se contentèrent pas de déclencher une guerre contre le terrorisme et saisirent l'importance du créneau économique qui découlait de cette crise majeure. Les autorités américaines inventèrent le concept d'*Homeland Security* qui aboutit à une coordination des mesures administratives et à une identification des besoins technologiques dans les domaines très larges de l'industrie de la sécurité. Les grands groupes américains se mirent en ordre de bataille pour tirer les fruits de cette politique impulsée par la Maison Blanche et l'administration fédérale. Cette mobilisation immédiate des principaux acteurs concernés mit les Etats-Unis en position très favorable pour prendre une position dominante sur le marché mondial de la sécurité globale. Cette dynamique donna l'idée à des groupes comme Thalès ou EADS de se lancer dans la création de *business unit* pour entrer dans la compétition. Mais cette réactivité ne fut pas accompagnée par l'Etat. Le programme présenté à l'époque par le gouvernement Raffarin en matière de sécurité intérieure correspondait à des besoins locaux. Il ne répondait pas aux critères d'une compétition industrielle d'amplitude mondiale. Personne n'avait cherché à s'aventurer sur

¹⁰⁴ L'aéroport de Sarajevo était protégé par des troupes françaises comme le 21^e RIMa.

¹⁰⁵ <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2013/09/07/soutien-logistique-de-la-minusm-supreme-group-remporte-le-ma.html#comments>.

¹⁰⁶ *Supreme Group* est une entreprise qui a été fondée aux Etats-Unis mais dont le siège est aux Emirats Arabes Unies. C'est l'exemple même de société de taille critique conçue pour fournir des prestations logistiques aux contingents onusiens comme ce fut le cas pour de nombreux pays en crise comme la Macédoine, la Bosnie, le Mozambique, le Kosovo, la Croatie, le Liban, l'Ethiopie, le Tchad, le Sud Soudan, le Syrie, le Soudan, le Liberia, la Côte d'Ivoire et la Somalie.

cette piste duale. Face à l'offre américaine, la France et l'Union Européenne furent incapables de constituer une force de vente intégrée.

Au même titre qu'il est grand temps de tirer les leçons de nos lacunes en matière d'approche des nouvelles problématiques marchandes de la sécurité globale, la France ne peut pas aller plus loin dans une désintégration de son système militaire masquée par des déclarations de bonnes intentions. Il ne s'agit pas seulement d'un changement de mentalité mais d'une refonte complète de notre approche de la stratégie de défense du pays. Les militaires doivent comprendre que la réponse à leur besoin est conditionnée par la manière dont la France saura trouver les moyens de les financer. C'est déjà le cas dans la tentative de vente du Rafale et dans la recherche d'autres contrats d'armement dans la zone du Moyen Orient. Mais il faut aller beaucoup plus loin dans cette approche où les entités concernées (Armée de terre, Marine, Armée de l'air, Délégation Générale à l'Armement, ministère des Affaires étrangères, Ministère de l'Economie et des Finances) privilégient encore trop souvent leurs intérêts propres sans réussir à les dépasser pour se hisser au niveau d'une véritable dynamique concertée de puissance.

Le repositionnement du politique comme stratège de la globalité

La question militaire n'est pas le seul domaine dans lequel le politique peut revendiquer une vision de stratège. L'économie est longtemps restée la chasse gardée des industriels. Aujourd'hui, la dérive de certaines pratiques industrielles et la mutation du cadre compétitif ouvrent la voie à de nouvelles formes de gouvernance.

Prenons le cas d'école de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. L'agriculture est depuis des siècles le socle de notre économie¹⁰⁷. L'industrie agroalimentaire française occupe encore la deuxième place au monde. La concurrence est forte avec celle des États-Unis. Ces deux secteurs d'activité représentent aussi une source de problèmes sociétaux en raison des liens de plus en plus démontrés entre l'alimentation et la santé. Or le modèle américain révèle des graves carences en matière de santé publique.

Plus largement, l'agriculture et les industries agroalimentaires sont impactées par de nombreux défis :

- L'évolution de la demande (chinoise en particulier).

¹⁰⁷Avec un chiffre d'affaires de 150 milliards d'euros en 2009, c'est le premier secteur industriel français d'exportation.

- La spéculation sur les produits agricoles.
- La crise du modèle alimentaire américain.
- La montée en puissance des nouveaux entrants.
- Les problèmes de dépendance en termes d’approvisionnement.
- L’insécurité alimentaire des pays pauvres.
- La question de l’environnement.

La réponse à apporter à cette série de défis n’est pas simple et ne peut pas être de nature spécifiquement technique ou entrepreneuriale. Les stratégies de développement et de maintien d'activité sont au cœur de nombreux débats polémiques français qui divisent à la fois les producteurs, les distributeurs et les consommateurs. Jusqu'à présent l’agriculture et les industries agroalimentaires étaient considérés comme une source importante d'exportation et un moyen éventuel de préservation d’une économie locale, indispensable à la survie des territoires, de modes de vie et de liens culturels. Mais les interdépendances entre l’alimentation, la santé et l’environnement bousculent les réalités marchandes bien au-delà des poncifs sur le développement durable. La France pourrait être l'initiatrice d'une grande stratégie sur l’alimentation¹⁰⁸ qui prendrait en compte la crise du modèle alimentaire américain¹⁰⁹, la montée en puissance des nouveaux entrants, l’insécurité alimentaire des pays pauvres et la question de l’environnement. Il s'agit là d'un repositionnement possible du politique par rapport à la définition d’une démarche économique. Malheureusement le monde agricole français ne semble pas pressé de s'inscrire dans le sens d’une telle recomposition stratégique. La recherche de rentabilité à court terme reste un souci prédominant. Les grands céréaliers campent encore sur leurs idées fixes d’une agriculture centrée sur le productivisme. Le débat sur l’alimentation et la santé ne semble guère les intéresser.

Il devient pourtant évident que le modèle américain de l’agro-alimentaire couve une crise majeure. On ne fabrique pas impunément des aliments pour rendre malade les consommateurs. Les multiples maladies provoquées dans la population américaine que l’on limite encore trop souvent au phénomène de l’obésité ne pourront pas éternellement être ignorées de l’opinion publique mondiale. La désinformation et la loi du silence règnent

¹⁰⁸ *Manuel de l’intelligence économique*, sous la coordination de Christian Harbulot, PUF, Paris, 2012.

¹⁰⁹ Aux Etats-Unis, un adulte sur trois est obèse. En Europe, l’obésité gagne aussi du terrain et touche désormais 15 à 20% des adultes d’âge moyen : 10% en moyenne en Europe du Nord mais jusqu’à 50% de la population féminine en Europe de l’Est. La France commence aussi à être touchée par la problématique de l’obésité. Plus de 5,5 millions de personnes sont obèses. Si l’obésité continue à croître ainsi, 20% de la population française sera obèse en 2020.

pourtant en maître au pays de la liberté de la presse. Les procès lancés aux Etats-Unis contre certaines enseignes de la restauration rapide, révèlent l'incroyable hypocrisie du système. Aucune analyse sérieuse du contenu des aliments n'est citée dans les plaidoiries des avocats, souvent avides de gains, qui défendent les victimes. Ce n'est pas un hasard si les nouvelles agences de notation américaines sur le développement durable ne notent pas le contenu des aliments, mais seulement l'hygiène des locaux.

L'agriculture européenne a-t-elle de son côté tiré le bilan de ses propres échecs ? Elle a pourtant connu de multiples crises informationnelles annonciatrices de ses propres maux : le scandale des farines animales, la crise de la vache folle ou les excès sur le sel. Enlisés dans leurs certitudes, les dirigeants du monde agricole et agroalimentaire français ont du mal à changer de cap.

Les incohérences de la culture hygiéniste américaine ouvrent une marge de manœuvre importante pour le monde agricole et agro-alimentaire français. Cette approche vertueuse lui donnerait une légitimité extraterritoriale dans la bataille des normes internationales. Elle est fondée sur la capacité à proposer un modèle interopérable alimentation/santé/bien-être. Les valeurs perceptuelles d'une civilisation sont à la base de l'élaboration par un peuple d'un mode de vie spécifique. En France, ces valeurs sont fortement liées à la notion de terroir, de goût, de texture, d'odeur et d'apparence. Ce sont ces éléments qui sont à la source des jugements sur l'alimentation. Aux Etats-Unis, cette relation est plutôt dominée par le concept de nourriture hygiénique, comme le symbolise le poulet à l'eau de javel que des intérêts américains et certains pays d'Europe du nord cherchent à imposer à Bruxelles. L'alimentation aux Etats-Unis n'est pas liée comme en Europe du Sud à la tradition, mais à un ensemble de valeurs perceptuelles issues de la déconstruction de la culture traditionnelle par la communication et le développement du marketing lors des cinquante dernières années. La recherche est très poussée outre-Atlantique dans la conception d'aliments nouveaux (synthétisation de nutriments). Le processus de désinfection appliqué aux viandes ne permet pas de conserver leurs qualités gustatives et nutritives naturelles. C'est pourquoi les additifs alimentaires, comme les colorants, les vitamines et les exhausteurs de goût, revêtent une importance particulière.

Cette grande stratégie sur l'alimentation impliquerait une concertation entre les parties intéressées sous la direction du politique qui est la seule autorité à pouvoir intégrer l'ensemble des données de la problématique. Les divergences d'intérêts et la focalisation

des producteurs et des entreprises sur leur cœur de métier les limitent dans leur capacité de proposition et les amènent parfois à s'opposer à des décisions qui sortent du périmètre de leurs critères de rentabilité. Il revient donc au pouvoir politique d'arbitrer entre des positions contradictoires souvent récurrentes (exemple du conflit entre les éleveurs de porcs et les partisans de la préservation de l'environnement).

L'autre défi, sans doute le plus difficile est la manière dont on va contrer les stratégies informationnelles que nos adversaires économiques ne manqueront pas d'opposer à une telle démarche. L'attaque frontale menée par des acteurs économiques nationaux a peu de chances de réussir car le rapport de force est trop défavorable. En revanche, la société civile peut prendre le relai de cette guerre de l'information transatlantique. Encore faut-il qu'une instance de coordination prenne la responsabilité d'engager ce combat. Mais ne rêvons pas, la volonté politique est inexistante. Quant à l'administration, elle n'est pas préparée à un tel changement d'état d'esprit. Les fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture devraient être les premiers à se mobiliser sur cet enjeu de portée mondiale. Mais ils préfèrent se réfugier derrière l'étiquette technique de leur Ministère. Les agriculteurs estiment pour leur part que la politique publique doit se concentrer sur la défense de leurs intérêts auprès des instances européennes. Si certains dirigeants du syndicalisme agricole sont conscients qu'il faut réécrire les fondamentaux de l'agriculture, la base ne pense qu'en termes de rentrée d'argent. De leur côté, les industriels de l'agroalimentaire sont peu sensibles à un changement des grandes orientations qui pourrait interférer avec leur logique productive car la majorité d'entre eux sont influencés par le modèle économique américain. Ces différents éléments expliquent en partie la passivité du politique qui n'ose pas transgresser les intérêts des corporations ou des lobbies industriels. Ce refus de combattre est d'autant plus absurde que la France a une légitimité internationale reconnue¹¹⁰ pour défendre une autre optique de développement durable dans le domaine de l'alimentation.

La légitimité du combat économique

Le bouleversement du cadre concurrentiel des économies occidentales n'est pas un phénomène passager. La compétition économique mondiale est en mutation accélérée sous

¹¹⁰ Comme l'indique le site France.fr, l'Unesco a étendu le 16 novembre 2010, sa protection au repas gastronomique à la française, qui côtoie désormais 212 autres pratiques et coutumes culturelles au panthéon du patrimoine mondial immatériel de l'humanité.

l'effet conjugué d'un nombre croissant de puissances régionales (Chine, Inde, Brésil, Turquie, Russie, Iran). Le critère commun à ces puissances régionales est la manière dont la géopolitique conditionne leur optique de développement. La conquête des marchés extérieurs l'emporte le plus souvent sur l'amélioration du niveau de vie et l'organisation des marchés intérieurs. Cette Realpolitik¹¹¹ change la donne de l'économie occidentale qui ne peut plus penser son développement en posture de domination durable sur le monde. Il lui faut donc réévaluer sa manière de définir les priorités en associant les enjeux du marché au cadre de vie d'une population. La localisation industrielle et la prédation économique¹¹² sont les effets indirects de cette dissociation qui impacte désormais autant les entreprises que les territoires.

La prédation, nouvel enjeu de la guerre économique

La question de la localisation découle du constat qu'un pays peut difficilement vivre sans infrastructures positionnées durablement sur un territoire. Le début du XXI^e siècle a été marqué par un recul très important de l'activité industrielle en France. Il ne reste plus qu'un millier de moyennes entreprises indépendantes, les trois mille autres sont des filiales de grands groupes. Il est donc devenu urgent pour une grande majorité de la classe politique de trouver des parades à cette érosion de notre patrimoine. Il est difficile de dissocier la résistance de notre tissu industriel aux effets provoqués par des menées agressives extérieures.

La question de la prédation¹¹³ est liée aux stratégies offensives qui affectent la base industrielle de l'économie de marché occidentale. Dans une tribune publiée dans *Le Monde* daté du 27 février 2012, le député Jean-Jacques Urvoas¹¹⁴ et l'universitaire Floran Vadillo

¹¹¹ La définition initiale de la Realpolitik est la politique étrangère fondée sur le calcul des forces et l'intérêt national.

¹¹² L'économiste Michel Volle définit la prédation économique comme « la relation où l'une des deux parties impose une transaction à l'autre » et précise que « si on ne la rencontre pas dans les travaux des économistes théoriciens, cette dernière acception est présente chez des économistes militants, des historiens et des sociologues ».

¹¹³ Exemples de prédation d'origine étrangère : les destructeurs d'entreprise, les détournateurs de fonds publics, les acheteurs de sous-traitants pour encercler des concurrents, les traqueurs de subventions européennes, le piratage de brevets industriels, le détournement de la propriété intellectuelle, la contrefaçon de produits manufacturés.

¹¹⁴ Spécialiste des questions de sécurité au Parti Socialiste.

rappelaient en ces termes l'importance de la prédation économique dans le contexte économique actuel :

« Toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, pâtiennent d'un cruel déficit de culture de sécurité économique ; les petites ignorent les enjeux sous-tendus tandis que les plus grandes, sensibilisées aux dangers macro-économiques, négligent les règles les plus élémentaires de sécurisation de leurs sites, données et informations stratégiques. Or, jamais les relations économiques n'ont été exposées à de telles tensions, jamais la prédation, y compris intra-nationale, n'a été aussi forte, les risques aussi importants, les pertes si lourdes mais, par écho, les gains potentiels aussi élevés. »

Cette mise en garde est d'autant plus intéressante que la prédation économique est un sujet qui n'est pas encore rentré dans la sphère du débat public européen et encore moins dans le champ de connaissances du monde universitaire. L'acte de prédation est souvent masqué comme le confirme l'exemple de cette fabrique de contreplaqué d'Epernay qui a été racheté par des intérêts chinois. Au bout de quelques mois, les nouveaux propriétaires stoppèrent son activité. Cette fermeture mit en lumière les buts réels des acquéreurs chinois qui étaient surtout intéressés par le rachat groupé des plantations d'arbres en Afrique possédées par l'ancien PDG.

Sur un plan historique, la notion de prédation est liée à l'origine des premiers conflits entre les hommes. La guerre est apparue à la Préhistoire dans la période du néolithique qui donne naissance aux premiers rudiments de l'économie (cultures, élevage et sédentarisation). L'accumulation du capital sous forme de cheptel et de semences et la constitution de stocks issus des récoltes créent les premiers motifs de conflit car ces « richesses » attiraient les prédateurs. Des universitaires comme Françoise Vergès assimilent aussi l'esclavage à une forme de prédation¹¹⁵. Au cours des deux derniers siècles, la prédation économique a été citée dans des textes de nature idéologique ou politique. Les partisans de l'idéologie marxiste ont comparé les capitalistes à des prédateurs et ont assimilé les deux guerres mondiales à une guerre entre prédateurs capitalistes. Ils assimilèrent aussi l'État capitaliste à un instrument de prédation de la richesse nationale. Les marxistes actuels présentent aussi le capitalisme comme un système prédateur sur l'environnement. De leur côté, les libéraux ont quelques difficultés à conceptualiser la prédation économique dans la mesure où la liberté de concurrence délimite de manière imprécise les règles du jeu de l'affrontement

¹¹⁵ Françoise Vergès, *L'homme prédateur – Ce que nous enseigne l'esclavage sur notre temps*, Albin Michel, 2011.

commercial. Le durcissement des rapports de force économique modifie imperceptiblement l'ordre de grandeur des choix politiques. L'enrichissement d'un pays est entrain de devenir une priorité aussi importante que le maintien de la paix sociale.

La focalisation de la classe politique sur la paix sociale

Pendant des siècles, les gouvernements de la France ont eu comme premier souci de ne pas se faire déstabiliser par des luttes internes. Le passage à une posture plus offensive dans le domaine de la compétition économique mondiale aurait dû être au cœur des débats de la campagne présidentielle de 2012. Nous eûmes droit à quelques mots pour amuser la galerie. Au cours des primaires socialistes, François Hollande et Martine Aubry ont débattu en utilisant des termes forts comme « je veux une France offensive » pour Hollande ou évoqué des mesures de restriction dans les échanges commerciaux avec la Chine. Les journalistes et les commentateurs n'ont pas relevé la portée éventuelle de tels propos. Il est vrai que l'économie se résume habituellement dans les médias au suivi des indicateurs classiques comme la mesure du taux de croissance, la réforme de la fiscalité, l'évolution du taux d'endettement ou la survie de la zone euro. Cette approche s'est cristallisée dans l'histoire des trois dernières Républiques autour du lien dialectique entre le maintien de l'ordre public et de la paix sociale. La préoccupation du pouvoir politique a été de répondre aux attentes économiques de la population à partir de cette priorité que l'on peut énoncer sous forme du tryptique survie/développement/bien-être¹¹⁶. La période de croissance des *trente glorieuses* est la référence historique de réussite dans cette échelle de progression.

Mais la mondialisation des échanges a modifié la structure intrinsèque de ce triptyque. La notion de survie, en voie de disparition durant les trente glorieuses, est de nouveau présente dans la vie quotidienne de nombreux Français. Elle est à l'origine de crises emblématiques comme celle des *bonnets rouges* en Bretagne qui a éclaté en novembre 2013 à propos de l'écotaxe. La notion de développement est désormais corrélée aux risques liés à la délocalisation et au processus de « désertification économique » de certains territoires. Enfin la notion de bien-être induite par l'essor de la société de consommation redevient un objectif difficilement accessible pour bon nombre de citoyens de ce pays. Ce recul dans la progression de notre société industrielle est une faille dont il est encore difficile de mesurer l'amplitude des risques en termes sécuritaires.

¹¹⁶ Cf. texte de Christian Harbulot publié dans le cadre de la section 2 du Conseil Supérieur de la Recherche et de la Formation Stratégique en 2011.

La paix sociale dans un pays développé dépend en partie de la performance de ce baromètre intuitif. La stagnation du développement a des effets directs sur le maintien du niveau de vie qui affecte la capacité de consommer. Cet engrenage constitue une menace non négligeable qu'il n'est plus possible de traiter par des moyens coercitifs ou par le recours à des solutions démagogiques "dans le but d'acheter la paix sociale" comme l'est parfois le recours systématique à l'assistanat. L'internationalisation des crises oblige le pouvoir politique à adopter une posture plus réactive, qui sans être offensive, débouche sur une vision plus dynamique de l'action économique appuyée par l'Etat.

La résilience économique aussi importante que la relance productive

La question de la compétitivité et de la relance productive sont les maîtres mots de la politique gouvernementale. Mais l'état réel de la France, analysé aussi bien au niveau des territoires en voie de désertification économique que des petites et moyennes entreprises en situation financière précaire, met l'accent sur des priorités qui dépassent l'horizon du CAC 40. La consolidation de notre potentiel économique est aujourd'hui devenue un objectif d'intérêt général mais aussi d'intérêt de puissance puisqu'il exige un regard transversal sur les questions de redéploiement des ressources locales, de maintien du service public et de sécurité des biens et des personnes. Elle ne peut être réalisée que dans le cadre d'une stratégie définie par le pouvoir politique et qui intègre à la fois l'impératif de renforcer l'économie des territoires par tous les moyens ainsi que la prévention des risques émanant des politiques prédatrices d'accroissement de puissance. Pour avoir un écho dans la société civile, cette stratégie doit s'inscrire dans une vision dynamique et non belliciste de la puissance. Une telle destinée collective est nécessaire pour ne pas voir s'effriter encore plus gravement la cohésion sociale de notre pays.

La fragilisation des populations subissant les contrecoups de la désindustrialisation pose le problème de la résilience économique des territoires. A l'origine, il était surtout question d'assurer la survie des populations contre les risques de pénurie et de famine. Sous la Monarchie absolue, les provinces riches devaient stocker du grain pour venir en aide aux provinces pauvres en cas d'intempérie et de disette. Cette règle de solidarité territoriale était contraire aux logiques de marché de producteurs de grains qui cherchaient à stocker la marchandise pour provoquer une montée artificielle des prix. L'historien de la révolution

française, Albert Mathiez¹¹⁷, montra l'importance de la question de l'approvisionnement dans le débat entre les partisans de la liberté économique et les défenseurs de la taxation durant une période cruciale de l'Histoire de France.

Au XXI^e siècle, la résilience économique des territoires est devenue une problématique qui couvre l'ensemble des enjeux c'est-à-dire les capacités de développement et d'innovation comme le cadre de vie des populations. La vision locale est indissociable de l'approche régionale, nationale, européenne et parfois mondiale. Cette notion de résilience des territoires ne peut pas se limiter à une posture défensive qui s'appuie sur des mesures protectionnistes. Le maintien, voire l'essor d'activités économiques non délocalisables, s'inscrit désormais dans une perspective ambitieuse de positionnement sur des marchés porteurs et/ou en affichant une vision nouvelle de l'enjeu industriel. Les économistes favorables à une politique industrielle entendent la notion de relance productive comme une amélioration de la compétitivité et de l'innovation des entreprises. Une minorité d'entre eux¹¹⁸ cherche à élargir la problématique en adoptant une vision transversale qui englobe les différents aspects du problème (potentiel exploitable des activités économiques locales, niveau de concertation et de coopération entre les acteurs publics et privés, évolution du dialogue social, réévaluation de la position coercitive des grands comptes à l'égard de la sous-traitance, changement de l'attitude des banques et émergence de financements régionaux). S'il s'agit d'un progrès indéniable dans la réflexion, il est encore insuffisant pour atténuer les pressions compétitives des économies de combat qui dominent aujourd'hui la mondialisation des échanges.

La notion de combat économique

La relance de la production industrielle ne peut être dissociée d'une approche réaliste du combat économique. La compétitivité n'est que le terme édulcoré d'un affrontement croisé qui touche à la fois les entreprises et les territoires. L'erreur serait de ne n'y voir qu'un problème d'innovation et de financement alors que la plupart des compétiteurs s'inscrivent dans une logique de conquête de marché. Dans cette optique, la *première des priorités* porte sur l'entretien du moral des troupes. Pour être en position favorable dans un affrontement économique, il faut montrer sa force. Notre potentiel industriel est souvent

¹¹⁷ Albert Mathiez, *La Vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, Paris, Armand Colin, 1927. Réédition, Volume. 1, Volume. 2, Payot, Paris, 1973.

¹¹⁸ Gabriel Colletis, *L'urgence industrielle*, éditions Le bord de l'eau collection retour à l'économie politique, Paris, 2011.

méconnu. C'est le cas dans le transport de l'électricité où l'industrie française a une quinzaine d'années d'avance sur les autres pays industrialisés. Cette position de leadership technologique et de savoir faire se traduit dans les faits si on compare la situation des Etats-Unis et de la France dans la gestion des catastrophes naturelles. A New York, par exemple, les blocs électrogènes ont été utilisés pendant des mois pour alimenter des immeubles privés de courant après les incidents dus à la tempête de l'hiver 2012. Lors de la très forte tempête de décembre 2001, le groupe EDF et sa filiale ERDF ont réparé le réseau dans des délais nettement plus brefs¹¹⁹.

La *seconde priorité* vise à créer une vision plus collective de la compétition et d'une approche décomplexée des affrontements économiques. En France, l'acceptation du combat économique est encore une question difficilement abordable, même en cercle restreint, dans la mesure où aucune autorité, qu'elle soit politique, institutionnelle ou patronale, ne cherche à s'emparer du sujet. Le discours se fige sur le développement et la croissance. Sans parler de patriotisme, la recherche de l'unité dans l'action économique est un objectif très difficile à atteindre. La méfiance entre le monde de l'administration et le monde de l'entreprise est présentée comme un héritage culturel quasi indépassable. Cette excuse ne résiste pas à l'analyse de nos contradictions.

La *troisième priorité* est d'intégrer cette notion de combat économique à l'approche du monde immatériel qui révèle à chacune des étapes de son expansion des enjeux géoéconomiques, concurrentiels et sociétaux :

- Les enjeux géoéconomiques : les Etats-Unis ont déclaré durant le second mandat de Bill Clinton qu'ils voulaient être le pays leader du marché privé de l'information. Cette déclaration surprenante de la part d'une autorité étatique dans un pays libéral souligne la dimension stratégique du système de production et de diffusion des flux informationnels, y compris ceux d'origine privée.
- Les enjeux concurrentiels : les groupes américains ont pris une avance importante parce qu'ils ont su activer les leviers technologiques dans une optique de domination mondiale des différents marchés (commerce électronique, économie numérique, big data, opendata).
- Les enjeux sociétaux : les polémiques sur la propriété intellectuelle et la liberté d'expression virtuelles dessinent peu à peu les contours d'une démocratie par la connaissance dans l'usage d'Internet et des réseaux sociaux. L'affaire Snowden a démontré l'importance de ce débat. Depuis l'apparition d'Internet, la propriété de l'information est au cœur de nombreuses polémiques récurrentes sur le fonctionnement de la société de l'information et les pratiques étatiques,

¹¹⁹ Moins de quinze jours pour la majorité des foyers touchés par les pannes d'électricité.

concurrentielles et individuelles. L'une des questions les plus virulentes oppose les grandes firmes multinationales à dominante anglo-saxonnes et les internautes qui ne veulent pas être dépossédés des informations relevant de leur vie privée.

Ces différents enjeux ont une dimension européenne incontestable mais les autorités françaises ont aussi leur mot à dire au même titre que des pays comme l'Allemagne qui portent sur ce nouvel espace stratégique le regard lucide d'une puissance en devenir.

La France n'a pas su inventer de modèle alternatif aux dynamiques de conquête générées par les économies de combat. De son côté, l'Union Européenne est devenue vulnérable à partir du moment où elle s'est centrée sur le développement d'un marché intérieur déréglementé et a encouragé le démantèlement des champions nationaux pour favoriser la concurrence intérieure et extérieure. Une telle posture apparaît aujourd'hui comme dangereuse, voire suicidaire en cas d'aggravation de la situation économique du monde occidental.

Conclusion

Exister

Le sabordage de la flotte à Toulon le 27 novembre 1942 reste dans les esprits le symbole d'une posture de repli pour le moins traumatisante. Ecartelés entre les desiderata allemands et le refus du gouvernement de Vichy de se tourner vers Londres, les chefs de la marine française préférèrent saborder leurs navires de combat dans la rade de Toulon plutôt que de la livrer à l'ennemi ou que de combattre l'ennemi. Mais ne rouvrons pas de vieilles blessures. Il faut simplement en tirer une seule leçon : cet épisode tragique de l'Histoire contemporaine française ne doit pas se reproduire à une plus grande échelle.

La France de 2013 est à la croisée des chemins. Elle ne survivra pas sans une stratégie de puissance adaptée aux multiples défis du monde présent et futur. Il ne s'agit pas d'être belliciste mais simplement d'avoir le courage d'exister. Le bilan des trois derniers siècles démontre que nous suivons une pente déclinante par manque de lucidité sur nos blocages culturels et notre incapacité chronique à nous battre pour une cause commune en dehors du temps de guerre. Les multiples dangers du monde matériel et l'immense opportunité que nous offre le monde immatériel impliquent un changement de posture de nos élites. Le suivisme à l'égard des Etats-Unis est une ligne politique qui ne peut plus être une fin en soi. Nous sommes condamnés à penser l'avenir de la France sur d'autres bases de réflexion que celles des élites de l'après guerre.

La problématique de la construction européenne aurait pu créer les bases d'une nouvelle approche de la puissance par le biais de la Communauté Européenne de Défense. L'échec du projet enterra toute réflexion sur le sujet. A partir des années 50, la question de la puissance (militaire, économique et culturelle) est devenue un sujet tabou au sein de la Commission de Bruxelles. Pour ne pas perdre la face, les gouvernements des Etats membres de l'Union Européenne ont habilement présenté ce refus d'assumer une stratégie comme un dépassement humaniste des risques inhérents à la recherche de puissance. Mais cette bonne intention diplomatique n'a pas doté le vieux continent d'une capacité à exister de

manière autonome. Créé sous l'impulsion à peine masquée des Etats-Unis pour stopper la progression géopolitique de l'URSS, l'Europe du Traité de Rome vit depuis des décennies sous le contrôle indirect de Washington. Cette dépendance n'a jamais été assumée électoralement. Autrement dit pour nos médias, elle n'existe pas. Mais il suffit que les Etats-Unis mettent un genou à terre pour sentir le désarroi affectant les élites françaises qui ont cautionné ce choix. Lorsque la crise financière a éclaté en 2008, j'ai suivi les deux premiers mois avec un groupe d'étudiants de l'EGE qui travaillait dans le cadre d'un exercice mené avec des membres de la branche française du *Boston Consulting Group*¹²⁰. A notre grande surprise, ces experts admettaient qu'ils ne savaient pas ce qui allait se passer, non par incompetence mais simplement parce qu'ils ne savaient pas ce qu'allait faire l'Amérique. Ce sentiment de faiblesse est resté comme une marque au fer rouge. L'Europe n'est pas notre base de repli si la puissance dominante en venait à perdre le contrôle du système.

Peut-être avons-nous jeté un peu vite aux oubliettes de l'Histoire cet acharnement du général de Gaulle à préserver la France des influences extérieures qui pouvaient avoir une incidence négative sur sa destinée. Si sa tentative de troisième voie n'avait aucune chance de réussir, sa volonté de puissance n'était pas dénuée de bon sens. Il est dommage qu'il l'ait habillée d'un discours sur la grandeur qui échappait à la plupart des Français. Contrairement à tous les autres, De Gaulle avait compris que la France était une entité qu'il ne fallait pas détruire parce qu'elle était la seule capable d'assurer une protection militaire, économique et culturelle à sa population en cas de crise majeure.

Le jeu de défaisse auquel se livrent les Présidents de la République depuis la mort du fondateur de la Ve République, s'est traduit par un appauvrissement graduel de notre capacité de penser notre avenir. Il est grand temps de stopper ce processus. La France va devoir se battre sur plusieurs fronts en redéfinissant son périmètre de souveraineté. Il est évident que cet objectif est très loin d'être atteint. Nous ne sommes pas encore prêts à changer de posture mentale. Nos élites tournent le dos à ce défi et continuent à faire comme si de rien n'était, comme le confirme Marie-Françoise Bechtel¹²¹ dans un entretien donné au magazine Marianne en janvier 2014. Selon cette ancienne directrice de l'Ecole Nationale d'Administration, le rapport des classes dirigeantes françaises à notre nation ne

¹²⁰ The Boston Consulting Group est un des cabinets mondiaux de conseil en stratégie.

¹²¹ http://www.marianne.net/Les-elites-francaises-ont-honte-de-la-France_a235106.html.

cesse de se dégrader. Devant un tel constat, il est plus que temps de changer la donne par une vision décomplexée su la puissance au service du bien commun.

C'est au peuple de se mobiliser pour imposer cette nouvelle ligne politique. Sans une volonté politique collective hors du commun et une nouvelle approche des enjeux de la mondialisation, la France entamera pour de bon sa descente aux enfers.